

**RAPPORT D'EXECUTION DE LA SURVEILLANCE MULTILATERALE
POUR L'ANNEE 2004 ET PERSPECTIVES POUR 2005**

TABLE DES MATIERES

RESUME	3
INTRODUCTION	5
1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL	6
1.1 LES FAITS MARQUANTS.....	7
1.2 CROISSANCE ECONOMIQUE	8
1.3 EVOLUTION DES PRIX A LA CONSOMMATION	10
1.4 CONDITIONS MONETAIRES ET FINANCIERES	11
1.5 EVOLUTION DES PRIX DES MATIERES PREMIERES	11
2. EVOLUTION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE ET MONETAIRE DE L'AFRIQUE CENTRALE (CEMAC).....	13
2.1 PRODUCTION	14
2.2 PRIX.....	5
2.3 FINANCES PUBLIQUES	6
2.4 BALANCE DES PAIEMENTS	7
2.5 MONNAIE.....	9
2.6 PERSPECTIVES ECONOMIQUES DE LA COMMUNAUTEEN 2005	10
<i>2.6.1 Perspectives économiques et financières</i>	<i>10</i>
<i>2.6.2 Perspectives monétaires pour 2005.....</i>	<i>11</i>
2.7 SITUATION SOCIALE.....	11
3. ETAT DE LA CONVERGENCE DANS LA COMMUNAUTE	12
3.1 CRITERES DE CONVERGENCE.....	13
3.2 INDICATEURS DE SURVEILLANCE MULTILATERALE.....	14
4. ETAT DES RELATIONS DE LA CEMAC AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES	18
5. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS DE POLITIQUE ECONOMIQUE.....	24
ANNEXE 1 : SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DES PAYS MEMBRES	27
1. CAMEROUN.....	28
2. CENTRAFRIQUE.....	30
3. CONGO	33
4. GABON	35
5. GUINEE EQUATORIALE.....	38
6. TCHAD	41
ANNEXES 2 : STATISTIQUES ECONOMIQUES	44

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Vue d'ensemble de l'économie mondiale : PIB et Prix à la consommation	9
Tableau 2: Evolution des prix des matières premières	12
Tableau 3 : CEMAC : Produit Intérieur Brut	1
Tableau 4 : CEMAC : Ressources et Emplois	4
Tableau 5 : CEMAC : Inflation (moyenne annuelle, en pourcentage)	5
Tableau 6 : CEMAC : Tableau des opérations financières des Etats.....	7
Tableau 7 : CEMAC: Balance des paiements.....	8
Tableau 8 : CEMAC : Situation monétaire.	10
Tableau 9.: Evolution des critères de convergence 2001-2005.....	15
Tableau 10 : Evolution de quelques indicateurs de surveillance 2001-2005	16
Tableau 11 : Vue synoptique des résultats de la Surveillance Multilatérale dans la CEMAC au 31 décembre 2004	17
Tableau 12 : CEMAC : Synthèse des opérations financières de l'Etat et principaux indicateurs macroéconomiques	45
Tableau 13 : CAMEROUN : Synthèse des opérations financières de l'Etat et principaux indicateurs macroéconomiques	46
Tableau 14 : CENTRAFRIQUE : Synthèse des opérations financières de l'Etat et principaux indicateurs macroéconomiques	47
Tableau 15 : CONGO : Synthèse des opérations financières de l'Etat et principaux indicateurs macroéconomiques	48
Tableau 16 : GABON : Synthèse des opérations financières de l'Etat et principaux indicateurs macroéconomiques	49
Tableau 17 : GUINEE EQUATORIALE : Synthèse des opérations financières de l'Etat et principaux indicateurs macroéconomiques	50
Tableau 18 : TCHAD : Synthèse des opérations financières de l'Etat et principaux indicateurs macroéconomiques	51
Tableau 19 : CEMAC : Produit Intérieur Brut (PIB) par secteur	52
Tableau 20 : CEMAC : Ressources et Emplois.....	53

RESUME

En 2004, les performances économiques mondiales ont été caractérisées par une croissance soutenue de 5,1 %, impulsée particulièrement par le développement de l'activité aux Etats-Unis, en Chine et dans les pays émergents d'Asie. Ces performances ont été tempérées par la baisse dans la production industrielle et le commerce global, reflétant à la fois le retour à un rythme de croissance plus modéré et les contre-coups de la hausse des prix du pétrole en liaison avec les tensions géopolitiques au Moyen-orient (plus particulièrement en Irak), au Nigeria et en Russie. L'inflation s'est accrue dans les économies avancées (en dehors du Japon), alors qu'elle a accusé une baisse dans la plupart des pays émergents et en développement.

C'est dans cet environnement international relativement favorable que s'inscrivent les activités économiques et financières de la Communauté pour l'année 2004. Au vu des résultats enregistrés au premier semestre, celles-ci ont connu une croissance économique soutenue, une situation budgétaire renforcée, une stabilité de la monnaie commune, un allègement des tensions inflationnistes et une amélioration du solde du compte courant. Toutefois, ces résultats favorables n'ont pas encore eu un impact significatif sur les indicateurs sociaux.

En effet, la croissance économique dans les Etats membres de la Communauté en 2004 s'est inscrite en hausse de 6,9 % contre 4,2 % un an auparavant, tirée notamment par les exportations de pétrole, entraînant ainsi une croissance du PIB réel par habitant de 4,4 %. La variation de l'indice des prix à la consommation des ménages s'est substantiellement contractée, revenant à 0,4 % contre 1,3 % en 2003 en moyenne annuelle. Au niveau des finances publiques, l'excédent budgétaire, base engagements, hors dons, a progressé de 3,3 % du PIB en 2004 contre 2,9 % une année plus tôt.

S'agissant des comptes extérieurs des Etats membres, **le déficit du compte courant** de la balance des paiements, hors dons, s'est réduit, revenant de 12,4 % du PIB en 2003 à 6,9 % en 2004.

De son côté, La situation monétaire a été caractérisée par une hausse des avoirs extérieurs nets de 80,8 %, une contraction des créances nettes sur l'Etat de 46,4 % et une progression de la masse monétaire (+ 8,8 %). Par conséquent, le taux de couverture extérieure de la monnaie a atteint 73,8 % contre 64,9 % en 2003.

La situation sociopolitique de la communauté s'est consolidée en 2004. La tendance est au renforcement de la paix dans les Etats membres, notamment en RCA et au Congo, au renforcement de la démocratie et à l'amélioration des conditions de vie des populations à travers l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies nationales de réduction de la pauvreté. D'importants efforts sont également consentis dans la lutte contre le SIDA dans la plupart des Etats membres, notamment au Cameroun où le taux de prévalence aurait significativement reculé.

Pour 2005, les performances économiques Communautaires demeurent soutenues, avec un taux de croissance réelle de l'ordre de 5,0 %, conduisant à une augmentation du revenu réel par habitant de 2,5 % pour un taux de croissance de la population de 2,5 %; le taux d'inflation serait de 2,1 %.

En vue de l'appui des Etats à l'élaboration de leur programme triennal de convergence pour la période 2005-2007 et en complément de l'atelier organisé précédemment à cet effet, une mission conjointe Secrétariat Exécutif/BEAC s'est rendue en novembre/décembre 2004 dans les Etats et a fait le point sur l'état d'avancement des travaux d'élaboration de ces programmes.

En attendant d'obtenir les premiers programmes pluriannuels et en ayant à l'esprit l'absence des données sur la dette intérieure qui ne sont toujours pas communiquées par les Etats,

selon les données disponibles, les résultats de l'état de convergence dans la Communauté en 2004 font ressortir que le Gabon respecte les quatre critères sur quatre, alors que trois pays sur six, le Cameroun, la Guinée Equatoriale et le Tchad, en observent trois. Enfin, le Congo respecte deux critères sur quatre, et la Centrafrique un seul. Les données agrégées pour la Communauté font apparaître que les critères du solde budgétaire de base, du taux d'inflation et du taux d'endettement public sont observés.

Les relations de la Communauté et des Etats membres avec la Communauté financière internationale demeurent globalement satisfaisantes. Le Cameroun exécute son programme de référence avec le FMI dans l'espoir que sa bonne conclusion lui vaudra le soutien à son futur programme économique triennal et finalement à l'atteinte du point d'achèvement. La Centrafrique, après l'appui de son programme intérimaire de 2004, espère de nouveau le soutien des bailleurs en 2005 en récompense au bon déroulement du processus de retour à l'ordre constitutionnel. Le Congo, après avoir obtenu le soutien à son 1^{er} programme depuis des années, s'attèle à sa mise en œuvre tout en savourant les premiers fruits financiers. Le Gabon, après la bonne exécution de son programme économique de mai 2004, a d'ores et déjà engagé des discussions pour une facilité élargie. La Guinée Equatoriale s'est soumise en 2005 aux consultations de l'article IV du FMI. En outre, elle a participé au test de transparence de son système de finances publiques et elle reste disposée à mettre en œuvre ses recommandations. Le Tchad, avec son nouveau programme triennal soutenu par la FRPC en février 2005, entend tout mettre en œuvre pour atteindre le point d'achèvement. Pour ce qui est des autres partenaires, la Banque mondiale dispose d'un programme de prêts actifs avec la majorité des pays membres. La Commission Européenne a procédé en 2004 à la revue à mi-parcours des programmes indicatifs nationaux (PIN) signés avec les Etats. Enfin, les engagements de la BAD au titre de prêts et dons aux Etats se sont améliorés. Les efforts ainsi engagés par les pays pour normaliser et renforcer leurs relations tant sur le plan multilatéral que bilatéral doivent être poursuivis.

En définitive, les Etats sont invités dans le cadre de leurs programmes économiques respectifs à poursuivre la transparence dans la gestion de l'économie ainsi que l'assainissement des finances publiques, et à mettre en œuvre une stratégie de diversification afin de réduire la pauvreté et de s'acheminer vers la réalisation des Objectifs de développement du millénaire.

INTRODUCTION

Le présent texte constitue le neuvième rapport d'exécution de la surveillance multilatérale dans la Communauté. Il s'articule autour de l'analyse de la situation économique et financière de la Communauté dans son ensemble et de celle des Etats membres au cours de l'année écoulée et, sur cette base, fournit quelques indications prévisionnelles pour 2005.

Cette analyse débouche sur l'appréciation de la convergence et de la conformité aux grandes orientations de politiques économiques et à la discipline communautaire.

S'agissant de l'état de la convergence, le rapport s'appuie sur les critères et indicateurs macroéconomiques de la surveillance multilatérale. Toutefois, les difficultés d'ordre organisationnel et opérationnel qui persistent au niveau des Etats retardent encore la production des programmes triennaux de convergence.

Comme par le passé, la première partie de ce rapport présente l'environnement international au cours de l'année 2004. La situation économique et financière de la Communauté est décrite à la deuxième partie. Quant à la troisième partie, elle examine l'état de la convergence dans la Communauté et la position de chaque Etat au regard des critères de convergence. La quatrième partie porte sur l'état des relations de la Communauté et des Etats membres avec la Communauté financière internationale. Enfin, la dernière partie du Rapport est une conclusion sous forme de recommandations de politiques économiques. L'annexe 1 présente la situation économique et financière de chaque Etat membre et l'annexe 2 fournit des statistiques économiques sur la Communauté et chacun des Etats membres.

1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

L'économie mondiale se caractérise en 2004 par une forte croissance du PIB, évaluée à 5,1%, une inflation qui reste modérée, quoiqu'en légère augmentation dans les pays avancés, et par un approfondissement des déséquilibres de balance des paiements entre les Etats-Unis et principalement l'Asie. En matière monétaire et financière, la politique monétaire des Etats-Unis s'est engagée dans la voie d'un resserrement graduel, tandis que la Banque Centrale Européenne et la Banque du Japon ont maintenu leurs taux d'intérêt inchangés. La baisse du dollar s'est poursuivie au long de 2004. Sur le plan des institutions, la Chine a rejoint l'Organisation Mondiale du Commerce tandis que l'Union Européenne s'agrandissait de dix nouveaux pays membres.

Les prévisions pour 2005 suggèrent un ralentissement de l'économie mondiale dont la croissance serait de 4,3 %. Celle-ci s'accompagnerait d'une relative stabilité des prix, notamment dans les pays industrialisés. On constate que la baisse du dollar ne s'est pas poursuivie au cours des premiers mois de 2005, celui-ci s'appréciant même contre l'Euro. Par ailleurs, en dépit du coût humain et matériel épouvantable du tsunami et de ses implications en termes budgétaires et sur la balance des paiements, l'impact de ce dernier sur la croissance des pays affectés serait relativement modeste.

1.1 Les faits marquants

L'expansion économique s'est poursuivie à un rythme soutenu dans toutes les grandes zones de l'économie mondiale, à l'exception de la zone Euro où la reprise ne s'est produite qu'avec timidité. Ces performances sont d'autant plus remarquables que 2004 est aussi caractérisée par une forte hausse des prix du pétrole et d'un certain nombre de matières premières, qui est à mettre en relation d'une part avec les tensions géo-politiques au Moyen-Orient (plus particulièrement en Irak), au Nigéria et en Russie, et d'autre part se trouve liée à l'état fondamental du marché du pétrole sur lequel les capacités de production supplémentaires nécessaires pour faire face à la demande additionnelle, entre autres des pays asiatiques tels l'Inde et la Chine, n'ont jamais été aussi réduites dans l'histoire de ce marché.

Dans des conditions qui s'apparentaient pour les pays consommateurs à un troisième choc pétrolier, il faut noter que la hausse de l'inflation est restée modeste dans la zone Euro, pour laquelle le choc pétrolier a été tempéré par la hausse de l'Euro contre le Dollar, qu'elle a été maîtrisée aux Etats-Unis grâce à un resserrement graduel des conditions monétaires, qu'au Japon enfin **le phénomène de déflation** n'a pas encore pris fin. De même, parmi les grandes régions émergentes ou bien en développement, seule la Chine a connu une accélération notable de l'inflation qui n'avait d'ailleurs que peu de rapport avec le prix du pétrole.

La baisse du dollar contre les grandes monnaies (Euro, Livre Sterling, Yen) s'est poursuivie au cours de l'année 2004 tandis que la Réserve Fédérale américaine augmentait graduellement ses taux de base. Pour autant, les rendements des obligations d'Etat à long terme des grandes économies sont restés à des niveaux considérés comme anormalement bas tout au long de 2004. Ces rendements influent sur l'ensemble des marchés de prêt à long terme.

Le déficit du compte courant américain s'est fortement accru en 2004, dépassant les 6 % en proportion du PIB. Il a été financé pour l'essentiel par des achats de titres de la dette publique américaine en provenance des pays d'Asie, notamment de la Chine, du Japon et de la Corée du Sud, et sans doute par un recyclage dans les mêmes titres de dette d'une partie de l'excédent des recettes des pays membres de l'OPEP. Par comparaison, les flux de capitaux privés nets en direction des Etats-Unis sont restés modestes, tandis que l'on constatait un afflux important de ces mêmes capitaux privés en direction de la Chine, ce qui a contraint les autorités monétaires de ce pays à procéder à des opérations de stérilisation conséquentes.

L'entrée de la Chine dans l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) à la fin de 2004 a constitué le grand événement de l'année au plan des institutions. La libéralisation du commerce qui en découle est porteuse d'opportunités et comporte certains risques pour les

économies concurrentes. Il faut s'attendre naturellement à ce que l'accélération du commerce international qui procède de cette libéralisation entraîne une hausse du PIB de l'économie mondiale. Pour autant, un certain nombre de pays émergents se trouvent devoir faire face à un approfondissement de la concurrence sur certaines de leurs productions telles les textiles, notamment au Maghreb.

Enfin, l'Union Européenne s'est agrandie de dix nouveaux pays membres, qui sont principalement des pays d'Europe centrale et de l'est, tandis que des négociations d'adhésion sont engagées avec la Bulgarie et la Roumanie. De ce fait, l'Union Européenne pèse désormais d'un poids comparable aux Etats-Unis en termes de PIB tandis que sa population est sensiblement plus élevée.

1.2 Croissance économique

Pour l'année 2004, les performances économiques ont été relativement fortes mais avec des disparités dans la plupart des pays ou régions par rapport à celles observées en 2003.

Aux **Etats-Unis**, la croissance économique s'est établie à 4,4 % en 2004, contre 3,0 % en 2003. Les prix immobiliers ont connu une hausse rapide dans de nombreuses régions, et celle-ci a tendu à se généraliser, entraînant une forte progression de l'investissement logement. Cette hausse a de plus permis aux ménages de maintenir un rythme de consommation élevé au travers du refinancement de leurs prêts hypothécaires, et ce en dépit de l'évolution de l'emploi et des salaires dont l'amélioration est restée en-deçà de ce que l'on pourrait attendre à ce stade du cycle économique aux Etats-Unis. On a aussi noté une reprise des investissements productifs des entreprises. La baisse du dollar n'a pas encore produit d'effets importants en matière de volume des exportations ou bien des importations américaines. On prévoit que l'économie américaine connaîtrait un léger repli en 2005 avec un taux de croissance prévisionnel de 3,6 %. Celui-ci serait à mettre en relation avec l'effet graduel du resserrement monétaire – les taux à long terme ne baissant plus, le phénomène de refinancement hypothécaire des ménages prendrait fin. Il proviendrait aussi d'une politique budgétaire moins expansionniste que ce ne fut le cas en 2004.

Au Japon, l'activité économique a connu un ralentissement à partir du second trimestre de 2004 à mesure qu'approchait la nécessaire transition entre les moteurs de la demande externe et de la demande intérieure. Néanmoins, le taux de croissance annuel s'est établi à 2,6 % en 2004 contre 1,4 % un an auparavant. Les prévisions pour 2005 marquent un fléchissement de croissance à 0,8 %, et ce en dépit de la reprise de l'activité économique que l'on attend en cours d'année, des profits élevés dans l'industrie et de la confiance retrouvée chez les consommateurs et dans les milieux d'affaires.

Dans la **zone Euro**, l'activité économique a timidement repris, et reste dépendante de la demande extérieure. La croissance économique s'est établie à 2,0 % en 2004 contre 0,5% en 2003. Un certain ralentissement serait observé en 2005 avec un taux de croissance de 1,6 %. La faiblesse de la croissance est particulièrement marquée en Allemagne, en Italie et, dans une moindre mesure, en France, tandis que des économies telles l'Espagne ou bien l'Irlande connaissent une croissance rapide. Alors que la BCE maintient une politique de taux d'intérêt réels proches de zéro qui sont propres à soutenir la croissance de la zone dans son ensemble, les disparités observées en matière d'inflation dans les différents pays membres font que les taux d'intérêt réels peuvent varier notablement dans les différentes économies avec des conséquences en matière d'expansion économique. La nécessité de l'assainissement des finances publiques, ou à tout le moins de l'arrêt de leur dégradation dans un certain nombre de grands pays de la zone explique en partie le niveau faible de la croissance économique. La hausse de l'Euro en 2004 a de plus clairement nui aux performances du secteur externe de l'économie, et continuerait de peser en 2005.

Dans les **pays émergents d'Europe**, la croissance économique a profité d'un environnement propice pour s'établir à 6,2 % en 2004 contre 4,6 % une année plus tôt, en raison d'une croissance rapide du crédit intérieur avec un impact positif sur la demande intérieure, et de la forte expansion des exportations, notamment en Turquie. Cette région reste cependant très exposée à l'augmentation des cours du pétrole et à la dépréciation du dollar américain. Les performances de 2005 seraient relativement modérées avec un taux de croissance projetée à 4,5 %.

L'Asie en développement a connu une croissance substantielle de 8,1 % en 2004, en raison du développement de l'activité économique en Inde et particulièrement en Chine, soutenue par l'expansion des investissements et du crédit. La croissance en Chine est restée plus forte en dépit des mesures de restriction prises par les autorités, sous l'effet notamment d'un afflux de capitaux très important en proportion du PIB. Pour l'ensemble de la région, la demande intérieure demeure forte et les conditions monétaires sont favorables. Les prévisions de 2005 suggèrent une stabilité de la croissance avec un taux de 8,2 %.

En **Amérique Latine**, la croissance a été forte en 2004 avec un taux de 5,7 % contre 2,2 % en 2003, en raison de l'environnement extérieur relativement favorable (hausse des prix des matières premières), des effets positifs des politiques macroéconomiques et des réformes structurelles, et de l'augmentation de la demande intérieure impulsée par la consommation privée et l'investissement. La croissance a atteint des niveaux relativement élevés en Argentine (9,0 %) en Uruguay (12,0 %) et au Venezuela (17,3 %), ce dernier revenant d'une profonde dépression (-7,7 % en 2003). Le Brésil, le Mexique et le Chili continuent de bénéficier des retombées positives des politiques économiques et réformes structurelles avec un taux croissance passant respectivement de 0,5 %, 1,6 % et 3,3 % en 2003 à 5,2%, 4,4 % et 6,0 % en 2004. Les projections pour 2005 indiquent un fléchissement de la croissance dans la zone.

Tableau 1 : Vue d'ensemble de l'économie mondiale : PIB et Prix à la consommation

(en variation annuelle)

	PIB				PRIX			
	2003	2004	2005	2006	2003	2004	2005	2006
			Prév.	Prév.			Prév.	Prév.
Monde	4,0	5,1	4,3	4,4	-	-	-	-
Pays avancés	2,0	3,4	2,6	3,0	1,8	2,0	2,0	1,9
Etats-Unis	3,0	4,4	3,6	3,6	2,3	2,7	2,7	2,4
Japon	1,4	2,6	0,8	1,9	-0,2	-	-0,2	-
Zone Euro	0,5	2,0	1,6	2,3	2,1	2,2	1,9	1,7
Autres pays émergents et en développement	6,4	7,2	6,3	6,0	6,0	5,7	5,5	4,6
Afrique	4,6	5,1	5,0	5,4	10,6	7,7	7,7	5,9
Afr. Sub-saharienne	4,2	5,1	5,2	5,6	13,3	9,1	9,2	6,8
Afrique du Sud	2,8	3,7	4,0	3,5	5,8	1,4	4,5	5,0
Maghreb	6,1	4,9	4,2	4,7	2,2	3,1	2,9	2,8
Asie en développement	8,1	8,2	7,4	7,1	2,6	4,2	3,9	3,4
ASEAN-4*	5,4	5,8	5,4	5,8	4,0	4,4	5,3	4,5
Asie du Sud	7,1	7,1	6,5	6,3	3,9	4,3	4,6	4,0
Chine	9,3	9,5	8,5	8,0	1,2	3,9	3,0	2,5
Amérique Latine	2,2	5,7	4,1	3,7	10,6	6,5	6,0	5,2
Argentine	8,8	9,0	6,0	3,6	13,4	4,4	7,7	6,7
Brésil	0,5	5,2	3,7	3,5	14,8	6,6	6,5	4,6
Chili	3,3	6,0	6,1	5,4	2,8	1,1	2,5	3,1
Mexique	1,6	4,4	3,7	3,3	4,5	4,7	4,6	3,7
Pays émergents d'Europe	4,6	6,2	4,5	4,5	9,5	6,7	5,4	4,1
Russie	7,3	7,1	6,0	5,5	13,7	10,9	11,8	9,7

Source : FMI (*Perspectives de l'Economie Mondiale*, avril 2005)

* Indonésie, Malaisie, Philippines et Thaïlande

L'Afrique a réalisé de bonnes performances économiques, nonobstant les nombreuses difficultés qu'ont rencontrées certains pays, notamment l'instabilité politique et les conflits armés. Ainsi, la croissance économique s'est établie à 5,1 % en 2004 contre 4,6 % en 2003, en liaison avec la forte demande de matières premières et la hausse de leurs cours, l'amélioration des politiques macroéconomiques, les progrès dans les réformes structurelle ainsi que les remises de dette sous l'initiative PPTTE. Les projections pour 2005 tablent sur une stabilisation de la croissance avec un taux de 5,0 %.

En **Afrique sub-saharienne**, la croissance économique a atteint 5,1 % en 2004 contre 4,2 % en 2003. Les sources de croissance et les performances varient selon les pays. Ainsi, une forte augmentation de la production du pétrole a été réalisée en Angola, au Tchad et en Guinée Equatoriale, de bonnes campagnes agricoles en Ethiopie et au Rwanda. En revanche, les conflits et l'instabilité politique en Côte d'Ivoire et au Soudan, la mauvaise gouvernance au Zimbabwe etc. continuent d'affecter négativement la croissance. Il noter par ailleurs l'impact négatif de la dépréciation du dollar US et de la forte hausse des prix du pétrole sur la croissance des pays non-pétroliers. **L'Afrique du Sud** a connu une croissance soutenue, établie à 3,7 % en 2004 contre 2,8 % une année plus tôt.

Au **Maghreb**, la croissance est restée relativement forte en 2004 (+4,9 %) mais en retrait par rapport à celle de 2003 (+6,1 %). Elle a été soutenue par le développement de l'activité en Algérie, au Maroc et en Tunisie. Les performances attendues pour 2005 seraient en léger repli par rapport à 2004 avec un taux de croissance de 4,2 %. Ce repli pourrait être notamment expliqué par l'effet de l'entrée de la Chine dans l'OMC. La libéralisation des exportations de textiles chinois qui en découle place plusieurs économies du Maghreb en concurrence directe avec l'économie chinoise sur leurs marchés traditionnels d'exportation, par exemple en Europe.

1.3 Evolution des prix à la consommation

En 2004, l'évolution des prix à la consommation dans les différents blocs de pays indique une légère hausse de l'inflation dans les pays avancés alors que dans les pays émergents et en développement les évolutions sont contrastées, comparées à celles observées en 2003. Ce résultat doit être salué dans un contexte marqué par l'augmentation rapide des prix de nombreux produits de base dont le pétrole.

En effet, dans les **économies avancées**, l'inflation a atteint 2,0 % en 2004 contre 1,8 % en 2003, dont respectivement 2,7 % contre 2,3 % aux Etats-Unis et 2,2 % contre 2,1 % en Zone euro.

Dans les **économies de l'Asie en développement**, le taux d'inflation s'est établi à 4,2 % en 2004, en nette augmentation par rapport à son niveau de 2003 (2,6 %), en relation avec le dynamisme de l'activité économique. En Chine particulièrement, la politique de soutien du revenu agricole s'est traduite par une nette augmentation du prix des denrées, entraînant par là même une nette reprise du rythme d'inflation qui est passée de 1,2% à 3,9% selon les statistiques officielles. Les prix des produits manufacturés chinois n'ont pour autant pas connu de hausse, et ont même baissé légèrement. L'inflation est restée contenue dans les autres grands pays d'Asie, n'augmentant généralement que de quelques dixièmes de points.

Dans les **pays émergents d'Europe**, la décélération des prix s'est poursuivie en 2004, avec un taux d'inflation de 6,7 % contre 9,5 % en 2003. Il en est de même pour ceux **d'Amérique Latine** où le taux d'inflation est tombé à 6,5 % en 2004 contre 10,6 % une année auparavant.

En Afrique le taux d'inflation est retombé à 7,7 % en 2004, contre 10,6 % en 2003. Une évolution observée dans la plupart des sous-régions, sauf au Maghreb où l'inflation est

passée de 2,2 % en 2003 à 3,1 % en 2004.

1.4 Conditions monétaires et financières

Les marchés monétaires et financiers continuent d'être influencés par la situation aux Etats-Unis, notamment le resserrement de la politique monétaire et une dépréciation continue du dollar en 2004, ainsi que par le raffermissement des cours du pétrole. Il convient de noter que le dollar s'est au contraire raffermi contre l'Euro au cours des cinq premiers mois de 2005, rompant ainsi avec la tendance observée au cours des années précédentes.

Les conditions du marché financier sont néanmoins favorables, marquées dans la plupart des pays par une politique de taux d'intérêt réels proche de zéro. Les taux d'intérêt de long terme sont restés en dessous de leurs niveaux d'équilibre, et les flux des capitaux vers les marchés émergents ont été également relativement plus importants. Il s'avère que la Chine, le Japon et quelques autres économies d'Asie et, sans doute, du Moyen-Orient financent la majeure partie du déficit courant, et donc budgétaire américain par le biais d'une accumulation de réserves officielles de change tout à fait considérable. L'excès d'épargne asiatique finance donc la poursuite de l'expansion américaine et, par voie de conséquence, les exportations asiatiques et notamment chinoises. Ce déséquilibre croissant des paiements de part et d'autre de l'océan pacifique devra être résorbé un jour, au moins en partie. Il semble que les autorités monétaires des économies concernées s'attellent à la tâche dans le but d'obtenir un atterrissage en douceur et non brutal de l'économie. Il n'en reste pas moins que cette question constitue probablement le principal facteur de risque pour l'économie mondiale.

Avec un système financier sous-développé et une intégration limitée au système financier international, l'Afrique continue d'amplifier l'impact négatif de la volatilité macroéconomique sur sa croissance. En effet, selon le FMI, le crédit en pourcentage du PIB des pays d'Afrique subsahariens représente le cinquième de celui des pays émergents d'Asie, faisant ainsi jouer au secteur financier un rôle mineur dans ces économies. Les résultats des travaux récents sur cette question montrent qu'un secteur financier bien développé, non seulement contribue de manière significative à la croissance, mais encore atténue l'impact négatif de la volatilité financière sur celle-ci en offrant un ensemble d'opportunités de partage de risques.

1.5 Evolution des prix des matières premières

En 2004, la hausse la plus significative de prix des matières premières (cf. tableau 2) concerne le pétrole (+30 %), en liaison avec le développement global de l'économie, en particulier la vigueur de la croissance de l'Asie (Chine) et de l'Amérique du Nord, en plus des tensions dans les pays exportateurs de ce produit, plus particulièrement en Irak, au Nigeria et en Russie. L'incertitude sur le plan de production de l'OPEP et la baisse de l'offre des pays non-OPEP contribuent à maintenir les prix à des niveaux élevés. On note également une forte hausse du cours du caoutchouc (20 %), alors que l'huile d'arachide, l'huile de palme et le bois connaissent des hausses modérées de 5 ou 6 %. En revanche, le cacao, le café robusta et le coton ont connu des baisses de cours de 11 %, 3 % et 2 % respectivement.

Les prévisions pour 2005 indiquent une nette décélération ou une baisse des prix des matières premières, sauf le café robusta et le cacao qui connaîtraient une hausse respective de 9 % et 4 %. Le prix du baril de pétrole quand à lui s'établirait selon les prévisions du FMI à un niveau moyen en hausse à nouveau substantielle (+23%) par rapport au prix moyen constaté en 2004.

Tableau 2: Evolution des prix des matières premières

Produits	Variations annuelles (en %)				Prix en dollars ou en cents			
	2003	2004	2005	2006	2003	2004	2005	2006
Café Robusta (c/lb)		-3	9	2	38,4	37,2	40,5	41,5
Cacao (\$/tonne)		-11	4	0	1753,0	1550,7	1620,0	1620,0
Coton (c/lb)		-2	-14	4	63,4	62,0	53,0	55,0
Huile d'arachide (\$/t)		6	-5	-2	855,9	910,0	865,0	850,0
Huile de palme (\$/t)		6	4	-1	410,3	434,7	450,0	444,0
Bois en grumes (\$/m3)		5	4	5	187,1	197,4	205,0	215,0
Caoutchouc (\$/t)		20	-5	-4	49	59	56	54
Pétrole (\$/baril)		30	23	-6	28,9	37,7	46,5	43,7

Source: FMI (World Economic Outlook, avril 2005)

2. EVOLUTION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE ET MONETAIRE DE L'AFRIQUE CENTRALE (CEMAC)

En 2004, la situation macroéconomique des Etats membres de la CEMAC a profité d'un environnement international relativement favorable, caractérisé par la bonne tenue des cours du pétrole brut et des principaux produits agricoles. Il en est résulté une croissance économique soutenue, une situation budgétaire renforcée, une stabilité de la monnaie commune, un allègement des tensions inflationnistes et une amélioration du solde du compte courant.

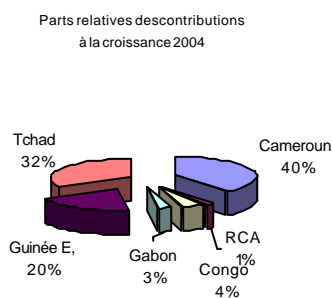
En effet, la croissance économique dans les Etats membres de la Communauté en 2004 s'est inscrite en hausse de 6,9 % contre 4,2 % un an auparavant, tirée notamment par les exportations de pétrole, entraînant ainsi une croissance du PIB réel par habitant de 4,4 %. La variation de l'indice des prix à la consommation des ménages s'est substantiellement contractée, revenant à 0,4 % contre 1,3 % en 2003 en moyenne annuelle. Au niveau des finances publiques, l'excédent budgétaire, base engagements, hors dons, a progressé de 3,4 % du PIB en 2004 contre 2,9 % une année plus tôt.

S'agissant des comptes extérieurs, le déficit du compte courant de la balance des paiements, hors dons, s'est réduit, revenant de 12,1 % du PIB en 2003 à 7,3 % en 2004.

De son côté, la situation monétaire a été caractérisée par une hausse des avoirs extérieurs nets de 80,8 %, une contraction des créances nettes sur l'Etat de 46,4 % et une progression de la masse monétaire (+ 8,8 %). Par conséquent, le taux de couverture extérieure de la monnaie a atteint 73,8 % contre 64,9 % en 2003.

2.1 Production

En 2004, les performances macroéconomiques de la Communauté ont été tirées par la production et les exportations du pétrole, notamment en Guinée Equatoriale et au Tchad, et par le niveau élevé de la consommation privée conjuguée avec le dynamisme des investissements productifs. Elles ont également profité de la bonne tenue des cours de la plupart des produits d'exportation, notamment le prix du baril du pétrole brut. Ainsi, le Produit Intérieur Brut (PIB) en francs courants a atteint 19 578,3 milliards et les croissances réelles ont enregistré 22,9 % pour le secteur pétrolier et 4,8 % pour le secteur non pétrolier. En termes de contribution à la croissance, l'apport du secteur pétrolier a été de 2,7 % alors que celui du secteur non pétrolier de 4,3 % en 2004. Compte tenu d'un taux de croissance démographique de 2,5 %, le revenu réel par habitant s'est accru de 4,4 %. En 2004, la croissance a été réalisée dans un contexte marqué par une baisse de l'inflation malgré la hausse des prix du pétrole. En effet, la variation des indices nationaux des prix à la consommation finale des ménages, s'est repliée, s'établissant à 0,4 % en moyenne annuelle en 2004 contre 1,3 % un an auparavant. Cette décélération de l'inflation a été induite par la baisse des prix des produits alimentaires, en liaison avec l'approvisionnement suffisant et régulier des marchés.



Cette embellie est observée dans la plupart des Etats membres de la Communauté avec un taux de croissance du PIB réel de 4,2 % au Cameroun, 1,4 % au Gabon, 36,1 % au Tchad, 30,1 % en Guinée Equatoriale, 4,0 % au Congo et 1,5 % en RCA. En termes de contributions à la croissance globale du PIB réel, les plus importantes proviennent du Cameroun (2,7 points), du Tchad (2,2 points) et de la Guinée Equatoriale (1,4 point). Les contributions du Congo, du Gabon et de la RCA sont respectivement de 0,3 point, 0,2 point et 0,1 point.

Du côté de l'offre, la croissance économique a été soutenue tant par le secteur pétrolier (3,0 points) que par le secteur non pétrolier (3,9 points).

Au niveau du secteur primaire, la branche « agriculture, élevage, chasse et pêche » a participé à la croissance à hauteur de 0,4 point, en liaison essentiellement de la bonne tenue des cultures vivrières et maraîchères, grâce au retour à de bonnes conditions climatiques et aux prix d'achat aux planteurs assez rémunérateurs notamment en ce qui concerne le coton. Cependant, l'apport de la branche sylvicole a été marginal, à cause de la limitation effective des exportations de grumes en Guinée Equatoriale. Cependant, la production des bois tropicaux a progressé au Cameroun et au Congo.

Tableau 3 : CEMAC : Produit Intérieur Brut

(Taux de croissance annuelle, en pourcentage)

Agrégats	2001	2002	2003	2004	2005
Secteur primaire	9,8	12,4	4,7	3,3	3,6
Agriculture, Elevage, Chasse et Pêche	14,2	17,1	5,3	2,3	3,5
Sylviculture	-11,2	-16,0	0,0	12,0	5,1
Secteur secondaire	26,0	19,0	4,1	12,2	6,0
Pétrole	16,5	8,7	8,0	22,9	8,3
Industries manufacturières	54,0	38,5	1,9	5,7	4,8
Bâtiments et Travaux Publics	3,9	-4,1	2,0	6,1	1,5
Autres	-7,1	-8,0	3,2	9,2	8,5
Secteur tertiaire	11,5	18,5	4,9	5,0	4,7
Services marchands	16,1	24,1	5,3	5,7	5,0
Services non marchands	1,4	4,3	3,9	2,8	3,8
PIB au coût des facteurs	15,7	17,4	4,6	7,1	5,0
Droits et Taxes à l'importation	-23,1	-51,7	0,3	4,7	2,8
PIB aux prix constants du marché de 1992	5,6	4,2	4,2	6,9	4,8
PIB du secteur pétrolier	21,3	4,3	8,0	22,9	8,3
PIB du secteur non pétrolier	3,9	4,2	3,8	4,8	4,2

Sources : Administrations nationales, FMI, BEAC et SE/CEMAC.

Tableau 3 bis : CEMAC : Produit Intérieur Brut

(Contribution à la croissance, en pourcentage)

Agrégats	2001	2002	2003	2004	2005
Secteur primaire	1,6	2,1	0,9	0,6	0,7
Agriculture, Elevage, Chasse et Pêche	1,9	2,5	0,9	0,4	0,6
Sylviculture	-0,3	-0,4	0,0	0,2	0,1
Secteur secondaire	6,0	5,3	1,3	3,9	2,0
Pétrole	1,6	0,9	0,9	2,7	1,1
Industries manufacturières	4,4	4,6	0,3	0,9	0,7
Bâtiments et Travaux Publics	0,1	-0,1	0,1	0,2	0,0
Autres	-0,1	-0,1	0,0	0,1	0,1
Secteur tertiaire	3,9	6,7	2,0	2,1	1,9
Services marchands	3,8	6,2	1,6	1,8	1,5
Services non marchands	0,1	0,4	0,4	0,3	0,4
PIB au coût des facteurs	11,6	14,1	4,2	6,5	4,6
Droits et Taxes à l'importation	-6,0	-9,9	0,0	0,4	0,2
PIB aux prix constants du marché de 1992	5,6	4,2	4,2	6,9	4,8
PIB du secteur pétrolier	2,1	0,5	0,9	2,7	1,1
PIB du secteur non pétrolier	3,5	3,7	3,3	4,3	3,7

Sources : Administrations nationales, FMI, BEAC et SE/CEMAC.

Tableau 3 ter : CEMAC : Produit Intérieur Brut

(Structure, en pourcentage)

Agrégats	2001	2002	2003	2004	2005
Secteur primaire	17,4	17,3	17,1	15,9	14,9
Agriculture, Elevage, Chasse et Pêche	15,6	15,7	15,6	14,5	13,6
Sylviculture	1,8	1,7	1,5	1,4	1,3
Secteur secondaire	40,8	40,3	40,6	45,3	48,7
Pétrole	25,4	24,6	25,2	30,4	34,1
Industries manufacturières	11,0	11,1	11,0	10,4	9,8
Bâtiments et Travaux Publics	2,6	2,6	2,6	2,5	2,4
Autres	1,8	1,9	1,8	2,1	2,4
Secteur tertiaire	35,5	36,3	36,4	33,3	31,3
Services marchands	27,7	28,3	28,4	26,1	24,6
Services non marchands	7,7	8,0	8,0	7,2	6,7
PIB au coût des facteurs	93,8	93,9	94,1	94,6	94,9
Droits et Taxes à l'importation	6,2	6,1	5,9	5,4	5,1
PIB aux prix constants du marché de 1992	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
PIB du secteur pétrolier	25,4	24,6	25,2	30,4	34,1
PIB du secteur non pétrolier	74,6	75,4	74,8	69,6	65,9

Sources : Administrations nationales, FMI, BEAC et SE/CEMAC.

Dans le secteur secondaire, le pétrole, principal moteur de la croissance a contribué de 2,7 points à la croissance, bénéficiant de l'accroissement de la production et de l'amélioration des cours mondiaux du brut. En effet, la production du pétrole brut a progressé de 24,7 %, atteignant 55,6 millions de tonnes pour l'ensemble des pays producteurs du pétrole de la CEMAC. La Guinée Equatoriale, avec 17,6 millions de tonnes devient le premier pays producteur de pétrole brut dans la Communauté, suivie du Gabon (13,5 millions de tonnes), du Congo (11,2 millions), du Tchad (8,8 millions de tonnes) et du Cameroun (4,5 millions de tonnes). La production de méthanol en Guinée Equatoriale a presque doublé, passant de 769 800 tonnes en 2003 à 1 144 000 tonnes en 2004, en augmentation de 48,6 %.

Le concours des industries manufacturières à la croissance a été de 0,9 point, du fait de la vigueur de la demande intérieure, ainsi qu'à la normalisation progressive de l'approvisionnement en électricité dans la plupart des Etats, au renforcement de la trésorerie des entreprises lié au remboursement des arriérés de la dette intérieure au Congo et au Gabon. De plus, cette évolution a profité de l'extension des capacités de production des unités industrielles, notamment dans la filière bois et du développement de la cimenterie et de la métallurgie, particulièrement au Cameroun et au Gabon.

L'apport des bâtiments et travaux publics (BTP) a été positif de 0,2 point, grâce à la poursuite des travaux de construction et de réhabilitation des édifices publics, des aéroports, des infrastructures routières, notamment au Cameroun et au Gabon.

Dans le secteur tertiaire, les activités commerciales, touristiques et de transports ont contribué à la croissance à hauteur de 1,8 point, en liaison avec l'augmentation des revenus des ménages, l'expansion continue de la téléphonie mobile, la poursuite des travaux de réhabilitation des infrastructures routières et le développement des activités liées aux nouvelles technologies de l'information et de la communication (informatique et Internet). Enfin, les services non marchands, ont apporté 0,3 point à la croissance, en rapport avec l'augmentation de la masse salariale dans la fonction publique, due aux recrutements intervenus en particulier dans les secteurs prioritaires dans la plupart des Etats membres.

En ce qui concerne la demande, la croissance économique a été soutenue aussi bien par la demande intérieure que la demande extérieure qui ont contribué respectivement à hauteur de 3,5 points et 3,4 points. L'évolution de la demande intérieure résulte de la robustesse de la consommation privée expliquée par les recrutements dans les secteurs prioritaires de la plupart des Etats membres, de la revalorisation et des paiements réguliers de salaires. De plus, elle a également bénéficié des créations d'emplois dans les secteurs, notamment, des hydrocarbures et des BTP et, de l'accroissement des revenus des paysans dû à la hausse de la demande des produits vivriers et maraîchers, à la rémunération du niveau des prix d'achat aux planteurs de coton et à la bonne campagne agricole au Tchad. En revanche, les investissements ont apporté une contribution négative, malgré la progression des ressources allouées aux grands travaux et aux secteurs prioritaires. Quant à l'évolution de la demande extérieure nette, elle est expliquée par la progression des exportations des ventes de pétrole brut, notamment en Guinée Equatoriale et au Tchad, de cacao, de café et de manganèse, en dépit du repli des exportations de coton et du bois. De plus, l'apport des importations a été positif, en liaison avec les commandes à l'extérieur des produits des secteurs pétroliers.

Tableau 4 : CEMAC : Ressources et Emplois

(Taux de croissance annuelle, en pourcentage)

Agrégats	2001	2002	2003	2004	2005
PRODUIT INTERIEUR BRUT	5,6	4,2	4,2	6,9	4,8
DEPENSES INTERIEURES BRUTES	9,5	7,6	3,7	3,2	3,1
Consommation	4,5	10,7	2,1	3,5	2,0
Publique (Etat)	8,7	6,1	-5,7	1,3	5,0
Privée	4,0	11,3	3,1	3,8	1,7
Investissements bruts	30,4	-3,1	9,7	2,2	7,1
Formation brute de capital fixe	31,6	-1,1	8,0	2,0	7,0
Publique (Etat et Ad. publiques)	24,1	-1,8	-4,1	23,8	6,5
Privée (Entreprises et ménages)	33,2	-0,9	10,5	-1,9	7,1
Secteur pétrolier	40,2	-25,4	41,7	-0,7	4,6
Secteur non pétrolier	28,8	16,2	-3,5	-2,8	8,9
Variations des stocks	-	-	-	-	-
EXPORTATIONS NETTES	441,5	78,7	-2,9	-45,9	-40,6
Exportations de biens et services non facteurs	5,5	5,0	7,9	20,9	6,6
Importations de biens et services non facteurs	24,5	19,0	4,8	3,3	0,1

Sources : Administrations nationales, FMI, BEAC et SE/CEMAC.

Tableau 4 bis : CEMAC : Ressources et Emplois

(Contribution à la croissance, en pourcentage)

Agrégats	2001	2002	2003	2004	2005
PRODUIT INTERIEUR BRUT	5,6	4,2	4,2	6,9	4,8
DEPENSES INTERIEURES BRUTES	9,6	7,9	4,0	3,5	3,2
Consommation	3,7	8,7	1,8	3,0	1,6
Publique (Etat)	0,8	0,6	-0,5	0,1	0,4
Privée	2,9	8,1	2,4	2,8	1,2
Investissements bruts	5,9	-0,7	2,2	0,5	1,6
Formation brute de capital fixe	6,0	-0,3	1,8	0,5	1,6
Publique (Etat et Ad. publiques)	0,8	-0,1	-0,2	0,9	0,3
Privée (Entreprises et ménages)	5,2	-0,2	2,0	-0,4	1,3
Secteur pétrolier	2,5	-2,1	2,4	-0,1	0,3
Secteur non pétrolier	2,7	1,9	-0,4	-0,3	1,0
Variations des stocks	-0,2	-0,5	0,4	0,0	0,0
EXPORTATIONS NETTES	-4,0	-3,7	0,2	3,4	1,5
Exportations de biens et services non facteurs	1,1	1,0	1,6	4,4	1,6
Importations de biens et services non facteurs	-5,2	-4,7	-1,4	-0,9	0,0

Sources : Administrations nationales, FMI, BEAC et SE/CEMAC.

Tableau 4 ter : CEMAC : Ressources et Emplois

(Structure du PIB, en pourcentage)

Agrégats	2001	2002	2003	2004	2005
PRODUIT INTERIEUR BRUT	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
DEPENSES INTERIEURES BRUTES	94,9	101,0	98,9	90,8	82,0
Consommation	61,2	68,8	67,2	61,9	55,8
Publique (Etat)	8,8	9,1	8,2	7,6	7,2
Privée	52,4	59,7	59,0	54,3	48,6
Investissements bruts	33,7	32,2	31,7	28,9	26,2
Formation brute de capital fixe	33,1	32,3	31,3	28,5	26,0
Publique (Etat et Ad. publiques)	5,3	5,1	4,7	5,6	5,1
Privée (Entreprises et ménages)	27,7	27,1	26,5	22,9	20,9
Secteur pétrolier	12,7	10,4	11,2	8,9	7,6
Secteur non pétrolier	15,1	16,8	15,4	14,1	13,3
Variations des stocks	0,6	-0,1	0,4	0,3	0,2
EXPORTATIONS NETTES	5,1	-1,0	1,1	9,2	18,0
Exportations de biens et services non facteurs	44,0	42,7	42,7	48,4	52,3
Importations de biens et services non facteurs	-38,9	-43,7	-41,6	-39,2	-34,3

Sources : Administrations nationales, FMI, BEAC et SE/CEMAC.

2.2 Prix

La décélération des prix enregistrée à fin décembre 2003 s'est poursuivie au cours de l'année 2004. En effet, les tensions inflationnistes sont restées maîtrisées en 2004 : la variation de l'indice des prix à la consommation des ménages dans la Communauté s'est établie à 0,4 % en moyenne annuelle contre 1,3 % en 2003. Cette évolution est due au meilleur approvisionnement des marchés urbains en produits agricoles, notamment au Cameroun, en Centrafrique et au Gabon, au désenclavement de certaines zones de production agricole au Cameroun (ouest), à l'amélioration des circuits d'approvisionnement et de distribution en Guinée Equatoriale. Elle a également bénéficié de la normalisation progressive de la situation sociopolitique en RCA, de la mise en application effective de la trêve sociale au Gabon et de la poursuite d'une politique budgétaire cohérente avec la politique monétaire communautaire dans la plupart des Etats membres.

Tableau 5 : CEMAC : Inflation (moyenne annuelle, en pourcentage)

Etats	2001	2002	2003	2004	2005
CEMAC	4,4	3,0	1,3	0,4	2,1
Cameroun	4,5	2,8	0,6	0,4	1,0
République Centrafricaine	3,8	2,3	4,2	2,1	2,7
Congo	0,4	3,8	-1,3	1,4	2,3
Gabon	2,1	0,2	2,3	0,4	2,0
Guinée Equatoriale	8,8	7,6	7,3	4,2	4,0
Tchad	12,4	5,2	-1,8	-5,4	3,0

Sources : Administrations nationales, FMI, BEAC et SE/CEMAC.

2.3 Finances publiques

L'année 2004 a connu une consolidation de la gestion financière marquée par la poursuite de l'assainissement des finances publiques dans la plupart des Etats membres.

En effet, les recettes budgétaires totales, hors dons, ont atteint 4 182,8 milliards, représentant 21,4 % du PIB, en progression de 13,9 % par rapport à l'année précédente (3 671,0 milliards, soit 21,1 % du PIB), sous l'effet principalement d'un accroissement sensible (29,2 %) des recettes pétrolières, en liaison avec la hausse de la production pétrolière (24,7 %) soutenue par la hausse des prix du baril du pétrole brut. Les recettes non pétrolières ont, quant à elles, faiblement progressé de 0,3 %, atteignant 1 944,6 milliards contre 1 938,3 milliards en 2003, expliquée par le faible rendement de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), notamment en Centrafrique et au Gabon. La mise en place de la division des grandes entreprises, avec l'introduction des banques commerciales et de la Banque Centrale dans le processus de recouvrement, a entraîné des dysfonctionnements au niveau du fisc pour le suivi des contribuables, et au niveau du trésor public pour la prise en charge des recettes au plan comptable du Cameroun.

De leur côté, les dépenses publiques ont progressé de 11,1 %, pour se fixer à 3 525,8 milliards (18,0 % du PIB), contre 3 174,6 milliards, soit 18,3 % du PIB en 2003, avec notamment une forte progression des dépenses en capital. En effet, l'évolution des dépenses d'investissements résulte de la poursuite des efforts de mobilisation des ressources extérieures destinées à financer les projets de réhabilitation des infrastructures et de lutte contre la pauvreté, notamment au Cameroun, au Congo et au Tchad. Pour leur part, les dépenses courantes ont faiblement cru, en liaison avec la discipline budgétaire imposée dans la plupart des Etats de la Communauté, la baisse des intérêts de la dette et la faible hausse des transferts et subventions.

Le solde primaire excédentaire a progressé à 7,3 % du PIB en 2004 contre 7,1 % du PIB une année plus tôt, s'établissant à 1 427,9 milliards contre 1 232,0 milliards en 2003, ainsi que le solde budgétaire de base, à 4,9 % du PIB contre 4,3 % du PIB en 2003.

En conséquence, la gestion des finances publiques s'est soldée par un excédent budgétaire, base engagements, hors dons, de 3,4 % du PIB en 2004 (657,1 milliards) contre 2,9 % du PIB en 2003 (496,4 milliards).

Compte tenu de l'apurement de paiements à hauteur de 1 936,8 milliards des arriérés intérieurs et extérieurs, de 773,9 milliards de l'amortissement de la dette extérieure et de 702,1 milliards du désengagement vis-à-vis du système bancaire et non bancaire, le besoin de financement global des Etats, élevé à 2 755,7 milliards, a été entièrement couvert par la mobilisation des financements extérieurs à concurrence de 169,0 milliards au titre des dons, de 236,6 milliards d'emprunts et de 2 350,1 milliards d'allègements de la dette extérieure.

Tableau 6 : CEMAC : Tableau des opérations financières des Etats.

(En milliards de FCFA)

Agrégats	2001	2002	2003	2004	2005
Recettes totales	3556,1	3536,1	3671,0	4182,8	4830,0
Recettes pétrolières	1824,9	1737,6	1732,7	2238,2	2678,9
Recettes non pétrolières	1731,2	1798,6	1938,3	1944,6	2151,1
Dépenses totales	3332,4	3408,2	3174,6	3525,8	3608,6
Dépenses courantes	2493,2	2558,7	2351,0	2433,4	2474,5
Salaires et traitements	778,9	838,3	887,4	916,7	948,8
Biens et services	599,8	675,7	539,5	576,2	632,0
Transferts et subventions	412,3	491,7	447,1	467,0	508,2
Intérêts	702,2	552,9	477,0	473,5	385,5
Dettes extérieures	633,6	476,2	395,1	401,4	317,8
Dettes intérieures	68,6	76,7	81,9	72,1	67,7
Dépenses en capital	839,2	849,5	823,5	1092,4	1134,1
Sur ressources locales	599,6	625,4	564,9	795,0	774,0
Sur ressources extérieures	239,7	224,1	258,6	297,3	360,1
Solde primaire (en milliards de FCFA)	1165,5	904,9	1232,0	1427,9	1967,0
Solde primaire (en pourcentage du PIB)	7,4	5,5	7,1	7,3	8,9
Solde budgétaire de base (en milliards de FCFA)		352,1	755,0	954,4	1581,5
Solde budgétaire de base (en pourcentage du PIB)		2,1	4,3	4,9	7,2
Déficit global (base engagements hors dons)	223,6	127,9	496,4	657,1	1221,5
Déficit global (base engagements hors dons) en % du PIB		0,8	2,9	3,4	5,5
Déficit global (base engagements dons compris)	374,5	270,4	687,4	826,1	1392,8
Variations des arriérés (baisse -)	-131,1	328,3	-360,3	-1936,8	-1890,6
Intérieurs (principal et intérêts)	-305,2	-122,6	-109,8	-103,9	-128,3
Extérieurs (principal et intérêts)	174,1	451,0	-250,5	-1832,9	-1762,3
Déficit global (base trésorerie)	92,6	456,3	136,1	-1279,8	-669,2
Financement total	-92,6	-456,3	-136,1	1279,8	669,2
Extérieur	-70,2	40,6	483,4	1981,9	1574,2
Dons	150,8	142,5	191,0	169,0	171,4
Tirages	250,5	402,3	163,8	236,6	239,3
Amortissements de la dette extérieure	-861,9	-831,7	-723,9	-772,9	-791,4
Allègements de la dette extérieure	384,4	327,5	859,6	2350,1	1955,2
Autres	6,0	...	-7,1	-1,0	-0,3
Intérieur	-22,3	-496,8	-619,5	-702,1	-1097,2
Système bancaire	242,2	-48,9	26,1	-364,3	-679,2
Non bancaire	-264,5	-448,0	-645,6	-337,8	-418,0
Gap résiduel	0,0	0,0	0,0	0,0	192,1

Sources : Administrations nationales, FMI, BEAC et SE/CEMAC.

2.4 Balance des paiements

Dans le domaine des échanges extérieurs, le déficit des transactions courantes (hors dons) s'est sensiblement réduit en 2004, revenant à 1429,3 milliards correspondant à 7,3 % du PIB contre 2 112,6 milliards en 2003 (12,1 % du PIB). Cette évolution procède notamment d'une augmentation de 1 845,8 milliards de l'excédent commercial (+ 9,4 % du PIB), d'une aggravation du déficit des services de 225,5 milliards, soit 1,2 % du PIB et du déficit de la balance des revenus 916,6 milliards (+4,7 % du PIB) et d'un fléchissement de l'excédent du compte de capital et des opérations financières de 112,2 milliards (+0,6 % du PIB) .

En effet, l'excédent de la balance commerciale a atteint 4 373,8 milliards en 2004, en liaison avec une amélioration des termes de l'échange de 6,6 % expliquée par la conjonction de quatre phénomènes : (i) une croissance vigoureuse aux Etats-Unis et en Asie entraînant une

forte hausse de la demande des matières premières (croissance des quantités exportées), (ii) une augmentation de l'offre des matières premières à un prix plus élevé (hausse du prix des exportations), (iii) maîtrise de l'inflation dans les pays avancés entraînant une stabilité des prix des importations et, (iv) une forte baisse du dollar par rapport aux autres monnaies et notamment l'euro modérant ainsi l'impact du prix des matières premières sur le prix des exportations.

Le déficit de la balance de services s'est établi à 2 564,4 milliards contre 2 335,9 milliards en 2003, en liaison avec le regain d'activité dans les branches de l'exploitation forestière, des transports et des télécommunications. Pour sa part, l'aggravation du déficit du solde des revenus est imputable à la hausse des revenus des investissements. En revanche, l'excédent des transferts courants s'est réduit à 117,8 milliards contre 150,2 milliards en 2003, en rapport avec les difficultés de trésorerie de l'Etat camerounais qui a causé un retard dans le reversement des dons issus de l'allègement de la dette extérieure.

Quant à l'excédent du compte de capital et d'opérations financières, il s'est réduit en 2004 à cause de la contraction des investissements directs consécutive à l'achèvement de la construction de l'oléoduc Doba-Kribi.

En définitive, la balance des paiements consolidée, déficitaire de 599,7 milliards (3,5 % du PIB) en 2003, est devenue excédentaire de 59,7 milliards en 2004 (0,03 % du PIB).

Compte tenu d'une reconstitution des réserves officielles de change de 576,9 milliards et d'une diminution des arriérés de paiements de 1 832,9 milliards, le besoin de financement extérieur a atteint 2 350,1 milliards. Il a été entièrement couvert par un réaménagement de la dette extérieure.

Tableau 7 : CEMAC: Balance des paiements.

(en milliards de FCFA sauf indication contraire)

Agrégats	2001	2002	2003	2004	2005
Solde du compte courant (transf. publics inclus)	-1022,5	-2119,0	-1899,8	-1231,5	-60,8
Solde du compte courant (transf. publics inclus) en % du PIB	-6,5	-18,8	-10,9	-6,3	-0,3
Solde du compte courant (transf. publics exclus)	-1184,8	-2289,5	-2112,6	-1429,3	-250,3
Solde du compte courant (transf. publics exclus) en % du PIB	-7,5	-13,8	-12,1	-7,3	-1,1
Solde du commerce extérieur	2825,4	2076,0	2528,0	4373,8	6505,1
Exportations, fob	6295,3	6445,6	6768,4	8834,9	10854,9
Importations, fob	-3469,9	-4369,6	-4240,3	-4461,1	-4349,8
Balance des services	-2023,6	-2245,0	-2335,9	-2564,4	-2536,3
Balance des revenus	-1944,0	-2058,3	-2242,0	-3158,6	-4118,2
Solde des transferts courants	119,7	108,2	150,2	117,8	88,6
Compte de capital et d'opérations financières	512,9	1460,2	1193,3	1081,1	307,5
Compte de capital	110,8	110,9	135,4	149,2	147,8
Compte financier	402,1	1349,4	1057,9	931,9	159,7
Erreurs et omissions	-161,5	125,8	106,7	210,2	0,0
Solde global	-671,1	-533,0	-599,7	59,7	246,6
Financement	671,1	533,0	599,7	-59,7	-246,6
Variations des réserves off. (baisse +)	112,6	-245,5	-9,4	-576,9	-631,7
Financements exceptionnels	558,5	778,4	609,2	517,2	192,9
Variations des arriérés ext. (baisse -)	174,1	451,0	-250,5	-1832,9	-1762,3
Réaménagements de la dette	384,4	327,5	859,6	2350,1	1955,2
GAP résiduel	0,0	0,0	0,0	0,0	192,1

Sources : Administrations nationales, FMI, BEAC et SE/CEMAC.

S'agissant de la dette publique, l'amélioration des comptes extérieurs s'est traduite par une diminution du ratio du service de la dette par rapport aux exportations de biens et services non-facteurs, revenu de 15,1 % en 2003 à 12,4 % en 2004. De même, le ratio du service de la dette sur les recettes budgétaires et celui de l'encours de la dette sur le PIB se sont améliorés, se situant respectivement à 28,1 % et 52,7 % en 2004 contre 30,5 % et 65,0 % en 2003.

2.5 Monnaie

A fin décembre 2004, la situation monétaire s'est consolidée, avec un taux de couverture extérieure qui s'élève à 73,8 % contre 64,9 % un an plus tôt, confirmant ainsi le redressement macroéconomique de la zone. Cette évolution est caractérisée par un net raffermissement des avoirs extérieurs nets, une baisse des créances nettes sur les Etats membres, une légère diminution des crédits à l'économie, et par conséquent un accroissement de la masse monétaire.

En effet, les avoirs extérieurs nets du système monétaire ont progressé de 80,8 %, s'établissant à 1 485,9 milliards contre 821,9 milliards à fin décembre 2003. Le renforcement de la position extérieure nette globale des Etats de la CEMAC est imputable, aux effets positifs sur les recettes d'exportation de la bonne tenue des cours des principales matières premières, notamment le pétrole et le bois et de la hausse de la production et des exportations du pétrole en Guinée Equatoriale et au Tchad. Il a également bénéficié du rapatriement plus régulier des recettes d'exportation ainsi que des efforts de mobilisation des financements extérieurs de la plupart des Etats de la Communauté. Enfin, le raffermissement de la position extérieure nette des Etats membres a profité aussi du recul du poids des engagements extérieurs des Etats en rapport avec la baisse du dollar et les allègements de la dette extérieure obtenus notamment par le Congo et le Gabon dans le cadre des programmes soutenus par les Institutions de Bretton Woods.

Les créances nettes du système monétaire sur les Trésors nationaux se sont inscrites en baisse de 46,4 %, pour se fixer à 442,0 milliards contre 824,3 milliards en 2003, reflétant ainsi une consolidation de la trésorerie publique dans tous les Etats sauf en Centrafrique, en liaison avec l'afflux des recettes pétrolières.

Quant aux crédits à l'économie, ils ont diminué de 1,2 %, revenant à de 1 635,1 milliards en 2004 contre 1 655,3 milliards à fin décembre 2003, expliquée notamment par l'amélioration de la trésorerie des entreprises publiques au Cameroun, la faiblesse de l'activité économique non pétrolière au Gabon et le fléchissement des crédits de campagne au Tchad.

En conséquence, la masse monétaire a progressé de 8,8 %, passant de 2 655,5 milliards en décembre 2003 à 2 888,4 milliards en décembre 2004.

Tableau 8 : CEMAC : Situation monétaire.

(En milliards de FCFA)

Agrégats	2001	2002	2003	2004	2005
Avoirs extérieurs nets (y/c Services Centraux)	795,6	854,8	821,9	1485,9	2239,4
Avoirs intérieurs nets	1549,1	1822,2	1889,8	1457,6	905,5
Crédits intérieurs nets	2362,0	2371,9	2479,6	2077,0	1490,2
Créances nettes sur l'Etat	860,6	780,1	824,3	442,0	-259,7
Crédits à l'économie	1501,3	1591,7	1655,3	1635,1	1749,9
Autres postes nets	-812,9	-549,6	-589,8	-619,5	-584,8
Masse monétaire	2276,6	2614,9	2655,5	2888,4	3089,4
Monnaie fiduciaire	761,8	815,1	769,0	818,3	833,0
Dépôts à vue	787,9	953,6	932,6	1058,0	1145,5
Dépôts à terme	726,9	846,2	953,9	1012,1	1110,9
Allocations de DTS	68,1	62,1	56,2	55,1	55,5
	Variations annuelles, en pourcentage				
Avoirs extérieurs nets	0,2	7,4	-3,8	80,8	50,7
Crédit intérieur net	16,5	0,4	4,5	-16,2	-28,3
Créances nettes sur l'Etat	36,7	-9,4	5,7	-46,4	-158,8
Crédits à l'économie	7,4	6,0	4,0	-1,2	7,0
Masse monétaire (M2)	6,3	14,9	1,6	8,8	7,0

Source : BEAC, Etats

2.6 Perspectives économiques de la communauté en 2005

2.6.1 Perspectives économiques et financières

Les projections pour 2005 laissent entrevoir un ralentissement de la croissance économique dans la Communauté, avec un taux de croissance réelle de 4,8 %, conduisant à une augmentation du revenu réel par habitant de 2,3 % pour un taux de croissance de la population de 2,5 %. Le taux d'inflation serait légèrement au-dessus de 2,0 % au cours de l'année 2005.

Du côté de l'offre, le développement rapide des activités du secteur tertiaire serait l'un des moteurs de la croissance au niveau communautaire, compte tenu de l'essor continu de la téléphonie mobile conjugué avec l'évolution des activités commerciales. Par ailleurs, le secteur pétrolier continuerait à exercer un impact significatif sur la croissance économique. S'agissant de la demande, le principal moteur de la croissance demeurerait la demande extérieure nette, en liaison avec l'accroissement des exportations pétrolières dans la plupart des Etats producteurs du pétrole de la CEMAC.

L'inflation serait de l'ordre de 2,1 % en moyenne annuelle, grâce notamment à la mise en œuvre de politiques macroéconomiques prudentes, à la résorption de la crise énergétique au Cameroun et au Tchad et au retour progressif de la sécurité et l'amélioration du trafic fluvial et routier en Centrafrique.

Pour sa part, la gestion des finances publiques se traduirait par la consolidation et l'assainissement des comptes. En conséquence, l'excédent budgétaire, base engagement, hors dons, s'établirait à 5,5 % du PIB contre 3,4 % du PIB en 2004.

Enfin, le déficit des comptes courants hors dons se réduirait substantiellement, revenant de 7,3 % du PIB en 2004 à 1,1 % du PIB en 2005.

2.6.2 Perspectives monétaires pour 2005

Les perspectives monétaires indiqueraient un raffermissement des avoirs extérieurs nets au 31 décembre 2005, avec un taux de couverture extérieure de la monnaie de 81,7 % contre 73,8 % en 2004. Les crédits à l'économie progresseraient de 7,0 %. En revanche, les créances nettes sur les Etats diminueraient de 158,8 %, en liaison avec l'amélioration prévue de la trésorerie dans certains Etats et particulièrement l'entrée massive des recettes pétrolières au Tchad. En conséquence, la masse monétaire s'accroîtrait de 7,0 %.

2.7 Situation sociale

La situation sociale de la communauté s'est consolidée en 2004. Deux Etats (TCHAD et CONGO) poursuivent la mise en œuvre de la stratégie de réduction de la pauvreté en mettant l'accent particulier sur les stratégies sectorielles de l'éducation et de la santé alors que les autres se trouvent à des étapes plus ou moins avancées de finalisation de leur document de stratégie de réduction de la pauvreté.

S'agissant de l'éducation, les actions en cours de réalisation ou retenues par les Etats membres concernent principalement l'amélioration de la couverture du système éducatif, la mise à jour de la carte scolaire, le soutien à l'éducation de base, la construction et l'équipement des salles de classe dans des établissements primaires et secondaires. En outre, des progrès sensibles ont été réalisés en ce qui concerne les taux de scolarisation bruts et la réduction des disparités entre garçons et filles; toutefois, les taux de redoublement et d'abandon scolaire demeurent élevés.

En matière de santé, les programmes spécifiques (paludisme, VIH/sida, médicaments et vaccination) ont été exécutés en parallèle avec un programme de sensibilisation. A cet égard, les actions ont visé (i) réduire le prix des moustiquaires traitées; (ii) réduire le coût de traitement du VIH/sida; (iii) soigner gratuitement la tuberculose; et (iv) intensifier les campagnes de vaccination.

En ce qui concerne l'emploi, la politique des Etats consiste à développer les secteurs à forte intensité de main d'œuvre tels que ceux du bois, de l'agriculture, du bâtiment et des travaux publics, de l'habitat, des mines et du tourisme.

Par ailleurs, dans leurs différentes stratégies de réduction de la pauvreté, les Etats membres mettent un accent particulier sur la prise en charge des personnes vulnérables notamment les indigents, les orphelins, les handicapés, les filles-mères, les enfants en situations difficiles et les personnes du troisième âge.

Enfin, pour permettre de faire le diagnostic de la situation sociale ou de mettre à jour les données y relatives, certains Etats (Cameroun, RCA, Gabon et Tchad) ont engagé des enquêtes auprès des populations : Enquêtes sur les conditions de vie des ménages et enquêtes démographiques et de santé.

3. ETAT DE LA CONVERGENCE DANS LA COMMUNAUTE

3.1 Critères de convergence

Les critères de convergence dans la CEMAC dont le non-respect entraîne des sanctions à l'encontre des Etats membres sont au nombre de quatre. Il s'agit de :

- le solde budgétaire de base rapporté au Produit Intérieur Brut (PIB) qui doit être positif ou nul ;
- le taux d'inflation annuel qui doit être inférieur à 3 % ;
- Le taux d'endettement public (intérieur et extérieur) qui doit être inférieur ou égal à 70 % du PIB ;
- la non-accumulation par l'Etat d'arriérés intérieurs et extérieurs sur la gestion courante.

L'appréciation de ces critères, qui devait se faire sur la base d'un programme triennal de convergence glissant à partir de 2004 - à l'exception du taux d'inflation - a été perturbée par les retards observés dans l'élaboration du programme triennal par les Etats. Ce qui rend difficile l'exercice de la surveillance dans un cadre prospectif. Il en est de même de l'absence de données fiables sur le montant des arriérés de la gestion courante et le stock de la dette intérieure.

Ainsi, au 31 décembre 2004, le solde budgétaire de base a dégagé au niveau global dans les Etats membres de la CEMAC, un excédent de 4,9 % du PIB, supérieur à la norme communautaire. Un seul pays, la RCA, n'a pas observé ce critère, avec un résultat négatif de 0,7 % du PIB. Par ailleurs, la Guinée Equatoriale et le Gabon ont réalisé l'excédent le plus élevé, avec 11,9 % et 8,1 % du PIB respectivement, imputable à l'évolution des recettes pétrolières.

Toutefois, pour tenir compte de la volatilité des prix du pétrole sur les marchés internationaux, la détermination d'un solde budgétaire de base structurel, fondée sur le lissage sur les cinq dernières années¹, des recettes pétrolières réalisées par chaque Etat pétrolier a permis de réduire l'impact des chocs conjoncturels sur les performances budgétaires des Etats de la CEMAC. Dans cette optique, le solde budgétaire de base de la Communauté reste excédentaire, quoiqu'en repli, à 1,3 % du PIB. De même, trois pays pétroliers sur cinq de la Sous-région continuent à respecter le critère du solde budgétaire de base, avec toutefois des performances en léger retrait. Ainsi, le solde budgétaire de base structurel s'est situé à 2,6 % du PIB au Cameroun contre 2,6 % du PIB pour le solde budgétaire non lissé, 4,7 % du PIB au Gabon au lieu de 5,2 % du PIB². S'agissant du Tchad, il demeure à 1,4 % du PIB compte tenu du fait que ce pays n'en est qu'à sa première année de production pétrolière. Le Congo et la Guinée Equatoriale n'ont pas observé ce critère de solde budgétaire de base structurel.

Du côté de l'inflation, la Communauté a respecté le plafond de 3,0 %, en réalisant un taux de 0,4 % en moyenne annuelle en 2004, inférieur au niveau atteint en 2003 (+1,3 % en moyenne annuel). Seule, la Guinée Equatoriale n'a pas respecté ce critère, alors que le Tchad a même connu une baisse de l'inflation de 5,4 %.

Le critère relatif au taux d'endettement public a été calculé sur la base de la dette publique extérieure et intérieure pour l'ensemble des Etats, à l'exception de la Guinée Equatoriale. Ainsi, les données disponibles indiquent un niveau d'endettement de la Communauté de 59,9 % avec une situation préoccupante pour le Congo (157,4 % du PIB, en baisse par rapport au

¹ La méthode de lissage consiste à adopter comme recettes pétrolières de l'année, la moyenne des recettes pétrolières des cinq dernières années, lesquelles intègrent la moyenne sur cinq ans des prix du baril de pétrole brut, des quantités produites et des cours du dollar.

² L'évolution relativement favorable du solde budgétaire de base structurel du Gabon s'explique par la baisse tendancielle de la production pétrolière qui se traduit par un repli continu des recettes pétrolières nonobstant la bonne tenue des cours du baril de pétrole brut et un solde effectif moins favorable que le solde structurel.

niveau enregistré en 2003 (+213,5 % du PIB)) et pour la République Centrafricaine (75,8 % du PIB). S'agissant du Cameroun, du Gabon et du Tchad, ces taux sont respectivement de 55,4 %, 55,2 % et 38,0 % du PIB. Enfin, la Guinée Equatoriale enregistre un taux d'endettement public de 4,2 % du PIB.

Enfin, pour le critère relatif à la non-accumulation des arriérés extérieurs et intérieurs pendant la gestion courante, les chiffres disponibles pour 2004 laissent apparaître une accumulation d'arriérés de 106,8 milliards pour la Communauté avec 48,2 milliards pour le Cameroun, 21,8 milliards pour la République Centrafricaine, 33,1 milliards pour le Congo et 3,6 milliards pour le Tchad. Il importe de signaler que, malgré la Directive communautaire, la plupart des Etats n'ont engagé, à ce jour, aucune action pour évaluer le stock des arriérés intérieurs, et encore moins, mis en oeuvre un plan de leur apurement.

3.2 Indicateurs de surveillance multilatérale

En plus des quatre critères ci-dessus, la surveillance multilatérale dans la CEMAC s'appuie sur un ensemble d'indicateurs traités comme des repères indicatifs. Ceux-ci permettent de porter un diagnostic plus approfondi sur l'évolution économique et financière de la Communauté. Dans le cadre du présent rapport, cinq indicateurs (tableau 10) sont examinés, à savoir le taux de couverture extérieure de la monnaie, le solde budgétaire primaire, le taux de pression fiscale, la variation comparée de la masse salariale et des recettes de l'Etat et le déficit du compte courant.

Le solde budgétaire primaire, qui doit être positif pour couvrir les charges de la dette, a représenté 7,3 % du PIB à fin décembre 2004.

Le taux de couverture extérieure de la monnaie à fin décembre 2004 s'est établi à 73,8 % pour l'ensemble de la Zone, bien au-delà de la norme communautaire de 20,0 %. Cet indicateur, suivi par la Banque Centrale, s'est établi autour de 65,0 % au cours des trois dernières années.

Concernant le taux de pression fiscale, qui traduit l'effort de recouvrement des recettes de l'Etat pour faire face à ses charges, le niveau communautaire de 20,5 % du PIB est comparable au niveau moyen de la Zone Franc. Toutefois, la RCA et le Tchad ont réalisé des taux plus faibles de 6,7 % et 9,1 % respectivement, performances imputables notamment aux difficultés de recouvrement pour les deux pays.

Quant au ratio de la masse salariale sur les recettes budgétaires totales, sa variation a été négative en 2004 pour la Communauté (-2,3 %), traduisant une certaine rigueur dans la gestion des finances publiques. Il en est de même pour le Tchad (-15,1 %), le Centrafrique (-5,2 %), le Congo (-3,3 %), la Guinée Equatoriale (-1,9 %) et le Gabon (-1,5 %). En revanche, cette variation a été positive au Cameroun (+3,6 %).

Enfin, s'agissant du compte courant, le déficit communautaire a représenté 6,9 % du PIB en 2004. Deux pays, le Congo et le Gabon ont enregistré un excédent du compte courant, les déficits dans les autres pays de la CEMAC ayant atteint : 13,6 % du PIB au Tchad, 24,6 % du PIB en Guinée Equatoriale, 9,9 % du PIB au Cameroun et 4,0 % du PIB en République Centrafricaine.

Tableau 9.: Evolution des critères de convergence 2001-2005

Libellés	2001	2002	2003	2004	2005
Taux d'inflation (en % ; critère : = 3)					
CEMAC	4,4	3,0	1,3	0,4	2,1
Cameroun	4,5	2,8	0,6	0,4	1,0
République Centrafricaine	3,8	2,3	4,2	2,1	2,7
Congo	0,4	3,8	-1,3	1,4	2,3
Gabon	2,1	0,2	2,3	0,4	2,0
Guinée Equatoriale	8,8	7,6	7,3	4,2	4,0
Tchad	12,4	5,2	-1,8	-5,4	3,0
Nombre de pays ayant respecté le critère	2	3	4	5	5
Solde budgétaire de base (en % du PIB ; critère : = 0)					
CEMAC	2,9	2,1	4,3	4,9	7,2
Cameroun	2,4	3,7	3,8	2,4	2,7
République Centrafricaine	-0,8	-0,5	-3,3	-0,7	-1,4
Congo	-0,7	-7,2	1,0	5,2	10,4
Gabon	4,3	2,6	7,7	8,1	9,5
Guinée Equatoriale	15,8	12,9	13,0	11,9	20,7
Tchad	-2,2	-3,3	-2,0	1,4	1,3
Nombre de pays ayant respecté le critère	3	3	4	5	5
Solde budgétaire de base structurel (en % du PIB ; critère : = 0)					
CEMAC	-0,6	-0,2	2,9	2,3	-0,6
Cameroun	1,3	2,7	3,7	2,5	1,3
République Centrafricaine	-0,8	-0,5	-3,3	-0,7	-1,4
Congo	-8,0	-10,5	-2,7	-0,5	-8,0
Gabon	-0,5	4,9	8,8	9,0	-0,5
Guinée Equatoriale	-3,2	-2,8	1,7	-4,0	-3,2
Tchad	-2,2	-3,3	-2,0	1,4	1,3
Nombre de pays ayant respecté le critère	1	2	3	3	2
Taux d'endettement public (en % du PIB ; critère : = 70)					
CEMAC	75,6	81,4	73,0	59,0	51,0
Cameroun	61,9	70,0	57,3	52,8	47,7
République Centrafricaine	59,6	76,4	79,4	75,8	97,3
Congo	208,5	210,8	213,5	157,4	126,3
Gabon	63,5	72,0	64,9	55,2	45,7
Guinée Equatoriale	7,5	6,1	6,6	4,2	3,2
Tchad	45,3	50,7	49,9	38,0	32,5
Nombre de pays ayant respecté le critère	4	4	4	4	4
Arriérés (int. et ext.) gestion courante (en milliards ; critère := 0)					
CEMAC	264,3	495,4	352,2	71,3	0,0
Cameroun	0,0	0,0	12,2	12,7	0,0
République Centrafricaine	16,7	26,4	23,3	21,8	0,0
Congo	178,1	211,3	171,2	33,1	0,0
Gabon	61,3	246,9	143,7	0,0	0,0
Guinée Equatoriale	5,2	4,5	0,0	0,0	0,0
Tchad	2,9	6,4	1,8	3,6	0,0
Nombre de pays ayant respecté le critère	1	1	2	2	6

Sources : Administrations nationales, BEAC et SE/CEMAC.

1. mesuré par l'indice des prix à la consommation

2. recettes totales (hors dons) - dépenses totales + investissements financés sur ressources extérieures

3. dette publique extérieure et intérieure à partir de 2002 pour tous les pays, sauf la Guinée Equatoriale

Tableau 10 : Evolution de quelques indicateurs de surveillance 2001-2005

Libellés	2001	2002	2003	2004	2005
Taux de couverture extérieure de la monnaie, en% (avoirs extérieurs sur engagements à vue = 20)					
CEMAC	63,4	66,6	64,9	73,8	81,7
Cameroun	38,2	49,0	46,4	51,9	56,4
République Centrafricaine	98,3	98,0	95,8	85,6	92,4
Congo	32,2	19,6	16,4	29,3	48,0
Gabon	17,0	37,7	44,0	61,8	78,4
Guinée Equatoriale	96,7	99,1	100,0	100,2	99,6
Tchad	78,5	84,5	73,2	71,4	77,9
Solde budgétaire primaire positif (en % du PIB)					
CEMAC	7,4	5,5	7,1	7,3	8,9
Cameroun	5,3	6,3	6,3	4,3	4,2
République Centrafricaine	0,3	0,8	-2,1	0,4	-0,3
Congo	6,8	1,2	6,7	11,4	13,9
Gabon	13,8	7,2	11,9	12,1	12,6
Guinée Equatoriale	23,4	21,9	23,5	26,8	27,4
Tchad	-1,4	-2,4	-1,5	1,9	1,9
Taux de pression fiscale (en % du PIB)					
CEMAC	21,8	20,5	20,2	20,5	21,1
Cameroun	16,8	16,8	15,9	14,5	15,4
République Centrafricaine	7,0	9,0	6,9	6,7	7,2
Congo	30,1	26,9	28,9	31,7	31,9
Gabon	34,2	29,6	29,6	28,7	27,7
Guinée Equatoriale	27,0	27,7	27,7	31,1	30,2
Tchad	6,3	7,1	7,8	9,1	10,6
Variation masse salariale et recettes budgétaires (masse salariale/recettes budgétaires)					
CEMAC	-	1,8	0,5	-2,3	-2,3
Cameroun	-	1,0	1,8	3,6	-2,3
République Centrafricaine	-	-4,8	22,3	-5,2	-6,5
Congo	-	2,3	-1,1	-3,3	0,3
Gabon	-	3,0	0,2	-1,5	-1,3
Guinée Equatoriale	-	1,3	-0,4	-1,9	-0,8
Tchad	-	-3,8	-1,1	-15,1	-6,7
Déficit extérieur courant de la BdP (en % du PIB)					
CEMAC	-7,5	-13,8	-12,1	-7,3	-1,1
Cameroun	-6,5	-6,6	-6,9	-6,5	-6,3
République Centrafricaine	-2,0	-1,6	-2,3	-4,0	-3,6
Congo	-1,6	11,5	17,1	11,6	16,4
Gabon	10,7	5,4	6,6	8,3	12,3
Guinée Equatoriale	-49,0	-13,5	-41,2	-24,6	-8,3
Tchad	-27,0	-90,7	-48,2	-13,6	-5,2
Service de la dette extérieure/Exportations (en %)					
CEMAC	21,6	18,5	15,1	12,4	9,6
Cameroun	30,1	28,7	29,3	25,0	20,3
République Centrafricaine	21,9	23,8	29,4	26,8	19,8
Congo	23,6	24,8	15,8	16,8	15,6
Gabon	28,0	18,9	16,4	18,0	12,3
Guinée Equatoriale	0,8	0,5	0,4	0,3	0,3
Tchad	9,2	8,5	12,5	13,1	14,3

Source : BEAC, Administrations nationales et SE/CEMAC

Tableau 11 : Vue synoptique des résultats de la Surveillance Multilatérale dans la CEMAC au 31 décembre 2004

CRITERES DE CONVERGENCE		PAYS						Nombre de pays respectant le critère			
		Cameroun	Centrafrique	Congo	Gabon	Guinée Equatoriale	Tchad	CEMAC	2004	2003	2002
Solde budgétaire de base sur PIB (norme >=0)		Respecté	Non respecté	Respecté	Respecté	Respecté	Respecté	Respecté	5	4	3
Taux d'inflation annuel moyen (norme <3%)		Respecté	Respecté	Respecté	Respecté	Non respecté	Respecté	Respecté	5	4	3
Encours de la dette publique totale rapporté au PIB nominal (norme <=70%)		Respecté	Non respecté	Non respecté	Respecté	Respecté	Respecté	Respecté	4	4	4
Arriérés gestion courante - intérieurs - extérieurs (norme = 0)		Non respecté	Non respecté	Non respecté	Respecté	Respecté	Non respecté	Non respecté	2	2	1
Nombre de critères respectés par le pays	2004	3	1	2	4	3	3	3			
	2003	4	0	2	3	3	2	2			
	2002	4	1	0	3	2	1	2			

4. ETAT DES RELATIONS DE LA CEMAC AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES

Les relations entre la CEMAC et la Communauté financière internationale se sont déroulées d'une part au niveau des institutions communautaires et, d'autre part, au niveau des Etats membres.

La dernière mission annuelle de surveillance du FMI auprès des **institutions de la CEMAC** s'est déroulée à Yaoundé du 6 au 11 mars 2005 avec la participation de la Banque Mondiale. Cette mission régionale, faut-il le rappeler, complète les consultations annuelles au titre de l'article IV, conduites avec chaque pays membre de la CEMAC. La mission a relevé la forte performance économique de la région en 2004 caractérisée par une hausse des cours, de la production et des revenus pétroliers, ainsi qu'une appréciation du franc CFA par rapport au dollar. Dans son ensemble, la région a connu une forte croissance du PIB réel, une inflation inférieure aux niveaux de la zone euro, ainsi qu'un accroissement significatif des réserves de change. Cette évolution économique globalement favorable s'accompagne toutefois des défis macroéconomiques pour la conduite des politiques monétaire et budgétaire et du manque de progrès sur le front des réformes structurelles et des régimes d'échanges commerciaux.

Face à ces constats, la mission recommande, en dépit des contraintes structurelles liées notamment à un régime de parité fixe, la mise en œuvre des actions en matière de politique monétaire conciliant les objectifs de stabilité de prix et de développement de l'économie réelle. Sur le plan budgétaire, la mission a pris note des améliorations envisagées de la surveillance multilatérale régionale et en particulier les efforts de la CEMAC en vue d'affiner le critère de convergence relatif au solde budgétaire sur la base des prix du pétrole à long terme. En outre, elle souligne la nécessité de renforcer le processus de surveillance régionale et de mettre en place des incitations ou des sanctions afin de veiller au respect des critères de convergence. Enfin, elle souligne de manière générale la nécessité pour les déficits primaires hors recettes pétrolières de ne pas être supérieurs à la valeur permanente de la richesse pétrolière. En matière de réformes structurelles et d'échanges commerciaux, la mission réaffirme la nécessité de prendre des mesures visant à diversifier les exportations, à réduire les coûts de production, à attirer l'IDE et à améliorer le climat des affaires.

Concernant plus spécifiquement les relations avec la Banque Mondiale, il convient de rappeler la mise en œuvre attendue de sa stratégie d'assistance à l'intégration régionale (SAIR) en Afrique Centrale, adoptée par son Conseil d'administration en février 2003, et qui prévoit une enveloppe de \$140 millions pour la période 2004-2008. Lors des contacts en septembre 2004 à Washington avec la Banque mondiale, le Secrétariat Exécutif a échangé avec les autorités de cette institution sur l'urgence d'engager au plus vite l'exécution de cette stratégie. Par ailleurs, la Banque continue d'appuyer les efforts de libéralisation de l'espace aérien, la facilitation du transit et du transport ainsi que la modernisation des systèmes de paiement en Afrique centrale.

Du côté de l'Union Européenne, et après l'adoption d'une stratégie de coopération régionale avec l'Afrique Centrale suivie de la signature d'un programme indicatif régional (PIR) soutenu par le 9^e FED pour un montant de €55 millions en 2003 et la signature d'une feuille de route de négociation en juillet 2004, les études préparatoires à la mise en œuvre de la coopération régionale avec la Commission se sont intensifiées au cours de l'année 2004 et durant le premier semestre 2005. Les 3 secteurs de concentration du PIR (intégration régionale, infrastructures et environnement) et le secteur hors concentration (sécurité) se trouvent à des stades plus ou moins avancés de mise en œuvre. La revue à mi-parcours du PIR est prévue courant juillet 2005. Par ailleurs, il convient de souligner la contribution de l'UE dans le cadre du mécanisme « Peace Facility » au soutien de la Force CEMAC (FOMUC) à concurrence de €3,38 M. Des discussions sont en cours pour le renouvellement de cet appui après juin 2005.

Au niveau des **Etats**, le **Cameroun** exécute son programme de référence avec le FMI dans l'espoir que sa bonne conclusion lui vaudra le soutien à son futur programme économique triennal et finalement à l'atteinte du point d'achèvement. La **Centrafrique**, après l'appui de son programme intérimaire de 2004, espère de nouveau le soutien des bailleurs en 2005 en

récompense au bon déroulement du processus de retour à l'ordre constitutionnel. Le **Congo**, après avoir obtenu le soutien à son 1^{er} programme depuis des années, s'attèle à sa mise en œuvre tout en savourant les premiers fruits financiers. Le **Gabon**, après la bonne exécution de son programme économique de mai 2004, a d'ores et déjà engagé des discussions pour une facilité élargie à son programme triennal. La **Guinée Equatoriale** s'est soumise en 2005 aux consultations de l'article IV du FMI. En outre, elle a participé au test de transparence de son système de finances publiques et elle reste disposée à mettre en œuvre ses recommandations. Le **Tchad**, avec son nouveau programme triennal soutenu par la FRPC en février 2005, entend tout mettre en œuvre pour atteindre le point d'achèvement en 2005. Au total, l'intervention du Fonds s'est traduite en 2004 par un flux financier pratiquement équilibré entre les tirages et les remboursements des Etats membres (tirages : 55,2 M. de DTS et remboursements : 55,1M) contre un flux négatif de 15,6 M. en 2003.

Pour ce qui est des autres partenaires, la Banque mondiale dispose d'un programme de prêts actifs avec la majorité des pays membres. En 2004, ses engagements se sont élevés à \$137 M. et les décaissements à \$173 M. Quant au financement FED, la Commission Européenne a procédé en 2004 à la revue à mi-parcours des programmes indicatifs nationaux (PIN) signés avec les Etats. Cette revue s'est traduite par une forte diminution des enveloppes des pays de la CEMAC (€179,8 M.) en raison des faibles performances des programmes. Enfin, les engagements de la BAD au titre de prêts et dons aux Etats sont passés de \$146,6 M en 2004 contre 73,2 en 2003.

Par pays, la situation détaillée se présente comme suit :

a. Cameroun

Le programme économique triennal camerounais de décembre 2000 s'est achevé en 2004 de manière non concluante en raison notamment des difficultés budgétaires et du retard dans la restructuration des entreprises publiques. Le programme transitoire de référence en cours d'exécution (1^{er} semestre 2005) va permettre au FMI d'apprécier les efforts des autorités notamment en matière d'amélioration des recettes fiscales, d'efficacité des dépenses publiques et de bonne gouvernance (annonce en mars 2003 de l'adhésion à l'initiative sur la transparence des industries extractives, EITI). La bonne exécution du programme de référence et les discussions en cours pourraient déboucher sur un nouveau programme appuyé par la FRPC d'ici à septembre 2005, lui ouvrant ainsi la voie à l'atteinte éventuelle du point d'achèvement de l'initiative PPTE à la fin du 1^{er} trimestre 2006. Sur le plan financier, le Cameroun n'a bénéficié d'aucun tirage du FMI en 2004 et a plutôt procédé à des remboursements à concurrence de 18,9 M. de DTS.

Quant à la Banque Mondiale, sa stratégie d'assistance au Cameroun (CAS) couvre la période 2004-2006 avec deux principaux axes : le renforcement du cadre institutionnel et le soutien au développement du secteur privé en vue de la diversification de l'économie et de la croissance. En outre, elle envisage appuyer les autorités par des travaux analytiques, les enquêtes sur le climat des investissements, la gouvernance et la revue des dépenses publiques. Le portefeuille de la Banque comprend 7 projets pour un engagement total de US \$ 228M dont 125 M ont été décaissés au 4 mars 2005. Sur l'année calendaire 2004, les engagements ont été de \$20 M. et les décaissements de 44M. Enfin, elle collabore avec le Fonds notamment dans le suivi des déclencheurs du point d'achèvement de l'initiative PPTE et des réformes en matière de gouvernance.

Pour ce qui est des autres bailleurs, la Commission Européenne a jugé la performance du PIN décevante lors de la revue à mi-parcours en 2004. Celle-ci a conduit à la réduction de la dotation initiale de €95,8 M. sur une dotation initiale de plus €230,8M. Enfin, les engagements du groupe de la BAD au Cameroun en 2004 se chiffrent à \$18M au titre du Fonds Africain de Développement.

b. Centrafrique

Une mission conjointe FMI/BM s'est déroulée à Bangui du 18 janvier au 1^{er} février 2004 dans le cadre des consultations au titre de l'article IV. Elle a permis d'évaluer la situation économique et financière du pays pendant l'année 2003 et l'établissement des projections pour l'année 2004. Une autre mission s'est déroulée du 9 au 23 mai 2004 à Bangui, avec pour objectif de négocier un programme post conflit sur la base des objectifs quantitatifs et qualitatifs discutés précédemment avec les autorités. Et le 23 juillet 2004, le FMI a approuvé un programme d'assistance post conflit d'urgence de \$8,2 millions visant à stabiliser la situation macroéconomique, appuyer les réformes en cours et catalyser l'aide extérieure. Ce programme qui devrait déboucher sur un programme triennal soutenu par la FRPC et son admission à l'initiative PPTTE, n'a pas été poursuivi en 2005. Au total, la Centrafrique a fait en 2004 des tirages d'un montant de 5,6M de DTS et des remboursements à concurrence de 1,7 M, soit un flux financier positif de 3,9M de DTS.

La Banque mondiale a également approuvé une intervention (Country Re-Engagement Note) en faveur de la RCA dans le cadre d'une nouvelle facilité d'assistance aux pays à faible revenu en difficulté (Low-Income Countries Under Stress) pour un montant de \$4 millions destinée à financer l'assistance technique dans la gestion économique et le soutien à la réhabilitation des secteurs sociaux. Du côté de la BAD, la RCA est restée sous sanction à la fin de l'année 2004 pour cause d'arriérés.

En ce qui concerne les relations avec l'UE, celle-ci a entrepris en juin 2003 un dialogue politique au titre de l'article 96 des accords de Cotonou avec les Autorités Centrafricaines qui se sont engagées à mettre en œuvre un certain nombre d'actions pour relancer la coopération entre les deux parties. Après la revue de ces actions, en novembre 2003, le Conseil de l'UE les a jugées encourageantes, mais insuffisantes et a décidé en conséquence une suspension partielle de sa coopération dans les domaines routiers et de l'appui macroéconomique. Le retour à l'ordre constitutionnel, avec le déroulement globalement satisfaisant des différentes consultations populaires en fin 2004 et au 1^{er} semestre 2005, devrait permettre de lever cette suspension. N'empêche que la revue à mi-parcours du PIN s'est soldée par une baisse de l'enveloppe de €10M. pour performance jugée insuffisante.

c. Congo

Depuis 2000 et après une assistance post-conflit et trois programmes de référence non performants, le Congo, suite aux bons résultats du programme de référence de 2004, a pu décrocher en décembre 2004 l'appui du FMI pour un programme triennal soutenu par la FRPC d'un montant de 59,99 M. de DTS. Les défis à relever par ce programme concernent la lutte contre la pauvreté, l'endettement et la vulnérabilité de l'économie congolaise aux chocs. En outre, il doit permettre au Congo d'avancer dans la réalisation des objectifs de développement du millénaire, de poursuivre les réformes structurelles y compris l'extension de la transparence dans le secteur pétrolier et l'amélioration de la gestion des finances publiques et le climat des affaires. Fort de ce programme, le Congo a pu effectuer immédiatement un 1^{er} tirage de 7,9 M de DTS contrebalancé par des remboursements de 8,1 M. En outre, la bonne performance de l'exécution de ce programme est de nature à lui ouvrir la voie au point de décision de l'initiative PPTTE.

Quant à la Banque Mondiale, elle a prévu en 2004 d'accorder au pays une subvention d'appui structurel (30 M\$). Ce financement servira notamment à mettre en place une stratégie de traitement de la dette intérieure, de type Club de Brazzaville. Au total, ses engagements au Congo en 2004 s'élèvent à \$69 M. et les décaissements à \$40M.

Pour ce qui est de la Banque africaine de Développement, le Congo a tiré profit de la nouvelle facilité post-conflit de cette institution pour apurer ses arriérés vis-à-vis de cette institution. Le coût de ce traitement est évalué pour la BAD à \$49,5 M. En plus, la BAD a pris des engagements au Congo en 2004 à travers son guichet FAD pour un montant de \$10,4M.

Enfin, dans le cadre de la revue à mi-parcours du PIN, le Congo a réussi à maintenir sa dotation initiale accordée par l'UE. Mieux, il a obtenu une révision du PIN afin de permettre l'apurement des arriérés BEI par des fonds FED pour un montant de €34 M.

d. Gabon

Après l'appui du Fonds au programme économique gabonais par un accord de confirmation (stand-by arrangement) de 14 mois d'un montant de \$102 M intervenu en mai 2004 et le succès des 4 revues successives dont la dernière est intervenue dans la 2^{ème} quinzaine de mai 2005, le Personnel du Fonds a engagé les discussions préliminaires avec les autorités pour répondre à leur demande d'un accord pluriannuel destiné à remplacer le 1^{er} accord. Par ailleurs, à la fin du 1^{er} trimestre 2005, le Fonds a conclu les consultations avec le Gabon au titre de l'article IV.

Dans les deux cas, les administrateurs du Fonds ont félicité les autorités gabonaises pour l'utilisation du surplus des ressources pétrolières de 2004 pour réduire la dette de l'Etat, consolidant ainsi la position des finances publiques. Les autorités sont encouragées à saisir cette opportunité pour éliminer les dérapages budgétaires qui constituent l'épine dorsale de la discipline budgétaire au Gabon. Un meilleur contrôle de la masse salariale, autre mal des finances publiques gabonaises, est vivement recommandé. En outre la poursuite des réformes structurelles est essentielle pour une croissance tirée par le secteur privé et une diversification accélérée de l'économie. La compétitivité de l'économie gabonaise est jugée globalement satisfaisante, mais les coûts élevés de la main d'œuvre, du transport et des services publics constituent un frein à l'investissement privé. Enfin, il y a lieu de renforcer l'environnement des affaires, la gouvernance et la transparence, le développement des institutions de micro-finance, de progresser dans le programme de privatisation et de consolider la réforme du secteur forestier (suppression du monopole d'exportation et attribution des concessions forestières par appel à la concurrence).

En termes financiers, en 2004, le Gabon a fait des tirages d'un montant de 41,7 M de DTS contre des remboursements de 16,7 M.

Quant à la BM, elle envisage faire adopter sa nouvelle stratégie d'assistance au Gabon (CAS) courant 2005, les projets relatifs au développement urbain et au renforcement des capacités en matière de privatisation et de régulation étant achevés en juin 2004. Cette stratégie qui va couvrir la période 2005-2008 se concentrera sur l'assainissement des finances publiques et le développement des PME. En 2004, quelques projets sectoriels ont été initiés et portent sur le secteur forestier et environnemental ainsi que les infrastructures. Au total, les décaissements de la Banque en faveur du Gabon ont été de \$2M en 2004.

Les engagements de la BAD au Gabon s'élèvent à \$114,6 M en 2004. Pour ce qui est de l'UE, la revue à mi-parcours du PIN en 2004 a abouti à la réduction de la dotation de €7,7 M pour performance jugée insuffisante. Les financements effectués ont porté sur la politique d'aménagement du territoire, le soutien à l'éducation, les infrastructures, le secteur forestier et environnemental.

e. Guinée Equatoriale

Les consultations au titre de l'article IV se sont déroulées à Malabo en avril 2005 et ont fait l'objet d'un examen par le Conseil d'administration du FMI en mai 2005. Les administrateurs ont salué la forte performance de l'économie en 2004 caractérisée par la poursuite d'une croissance économique rapide (34%), la décélération du taux d'inflation (5%), le doublement du solde global excédentaire de la Balance des paiements et l'augmentation continue des réserves de change (18 mois d'importation). Toutefois compte tenu du poids du pétrole dans les développements macroéconomiques, l'assurance d'une utilisation prudente et transparente des richesses pétrolières et la mise en œuvre de saines politiques macroéconomiques restent cruciales pour créer un environnement propice à une croissance

étendue et susceptible de réduire la pauvreté répandue et de renforcer le climat pour l'investissement du secteur privé et la diversification de l'économie.

Ainsi, la modération des dépenses publiques devrait permettre d'éviter les pressions inflationnistes et l'appréciation du taux de change effectif réel (augmentation de 32% depuis 1994) nuisible à la compétitivité de l'économie. L'adoption d'un nouveau code des impôts relevant le taux de l'IS et remplaçant la TCA par la TVA est à féliciter. L'élimination progressive des taxes à l'exportation devrait soutenir la diversification de l'économie. La croissance soutenue de l'économie au cours de la précédente décennie n'a pas significativement amélioré les conditions de vie, et la pauvreté reste étendue. A cet effet, les progrès vers les ODM sont possibles grâce aux ressources pétrolières à investir prioritairement dans les secteurs de la santé et de l'éducation. De même, l'élaboration d'un DSRP intérimaire devrait constituer une feuille de route pour la réduction de la pauvreté.

Sur le plan de l'intégration régionale, l'engagement des autorités et les efforts en vue d'atteindre les critères de convergence de la CEMAC sont encouragés et le soutien des initiatives communautaires dans le domaine du commerce, de la libéralisation des droits de douanes et de la supervision bancaire est vivement recommandé.

En termes financiers, en 2004 la Guinée Equatoriale n'a fait aucun tirage auprès du FMI et a procédé au remboursement pour un montant de DTS 0,2 M.

Depuis le milieu de l'année 1992, la Banque Mondiale n'a plus financé de projet en GE. Compte tenu de larges revenus pétroliers, le pays n'est plus éligible à l'IDA. L'appui éventuel de la Banque se limite depuis lors à des conseils. Tel est le cas en 2004 d'une mission relative à la participation de ce pays à l'initiative EITI. La Banque a également participé à la supervision d'une formation de capacité institutionnelle en matière de développement du système national de statistiques. La revue du PIN avec la Commission européenne n'a pas donné lieu à une modification de la dotation initiale maintenue à €21,11 M.

f. Tchad

Le Tchad a conclu un deuxième accord FRPC d'un montant de \$38,2M le 16 février 2005 destiné à soutenir son programme triennal 2005-2007 dont les principaux objectifs sont : la consolidation des finances publiques, la bonne gouvernance et les réformes structurelles

L'objectif principal de ce programme est de s'assurer de l'utilisation effective des revenus pétroliers à la réduction durable de la pauvreté. A cet égard, des mesures doivent être prises pour renforcer le recouvrement des recettes non pétrolières, améliorer la gestion des dépenses et de la trésorerie. Les réformes structurelles appellent des mesures de renforcement de l'efficacité du secteur public à travers notamment les réformes de la fonction publique (gestion du personnel), les secteurs de l'énergie (amélioration de l'offre et la situation financière de l'entreprise publique productrice de l'énergie) et du coton (stratégie de désengagement de l'Etat et de renforcement des associations des producteurs). L'exécution satisfaisante du nouvel accord FASR et le respect des conditions de l'initiative PPTE devraient permettre au pays d'atteindre le point d'achèvement au cours du 2^e semestre 2005.

En termes financiers, le Tchad en 2004 n'a effectué aucun tirage sur le FMI et a procédé au remboursement à concurrence de €9,5 M. La revue du PIN par la Commission Européenne s'est traduite par une diminution de la dotation budgétaire de €34 M. Quant à la Banque Mondiale, ses engagements pour la même période se chiffrent à \$48 M et le décaissement \$49M. Enfin, la BAD a pris les engagements en faveur du Tchad à concurrence de \$6,3M.

5. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS DE POLITIQUE ECONOMIQUE

Il découle des développements ci-dessus que l'accélération de la croissance économique mondiale s'est poursuivie au cours de l'année 2004 avec un taux de croissance de 5,1 % contre 3,9 % en 2003, imprimé notamment par le développement de l'activité aux Etats-Unis, au Japon et dans les pays émergents d'Asie. Les perspectives pour l'année 2005 laissent entrevoir un ralentissement de la croissance économique dans la Communauté. Le taux d'inflation serait légèrement au-dessus de 2,0 % au cours de l'année 2005.

Cet environnement international favorable a eu des retombées positives sur la forte performance économique enregistrée au niveau de la communauté caractérisée par une forte croissance économique (6,9 %), en nette progression par rapport à son niveau de 2003 (4,1%), entraînant une croissance du PIB réel par habitant de 4,4 %, pour un taux de croissance démographique de 2,5 %.

Cette croissance, **pour appréciable** qu'elle soit, est insuffisante pour la réalisation des objectifs du millénaire en général et la réduction de la pauvreté en particulier. A cet effet, les recommandations des grandes orientations de politiques économiques adoptées pour l'année 2006 constituent les actions de base.

Il s'agit de porter les priorités sur la réalisation d'une croissance saine et durable basée sur la diversification des activités de production et l'assainissement des finances publiques ainsi que sur l'approfondissement de l'intégration régionale.

La croissance durable repose sur la diversification des activités productives à travers la promotion des investissements privés et l'accélération du programme de restructuration des entreprises publiques. La promotion de la bonne gouvernance dans la gestion des finances publiques porte sur l'amélioration des recettes publiques hors pétrole notamment par l'élargissement de l'assiette fiscale, la poursuite des actions de recouvrement, la mise en œuvre effective des mécanismes de stabilisation des recettes budgétaires et, la rationalisation des procédures et des circuits des dépenses.

L'intégration régionale doit être accélérée par le respect des engagements pris par les Etats membres en ce qui concerne l'élimination effective des obstacles administratifs à la libre circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux, d'une part, et la poursuite de la convergence macroéconomique à travers le renforcement de la surveillance multilatérale d'autre part.

Le maintien et le renforcement de la coopération avec les partenaires au développement demeurent une nécessité.

Les recommandations de politique par Etat se présentent comme suit :

Au **Cameroun**, la bonne exécution attendue du programme de référence qui conditionne le soutien des bailleurs à son futur programme triennal et qui à son tour permet l'atteinte du point d'achèvement, doit amener les autorités à renforcer la gestion des finances publiques en vue de maintenir la stabilité macroéconomique et à poursuivre les réformes structurelles.

Ainsi, pour les finances publiques, les autorités doivent :

- améliorer la mobilisation des recettes publiques, limiter les dépenses courantes non prioritaires et régulariser le paiement des arriérés intérieurs ;
- augmenter les investissements publics en vue d'améliorer les infrastructures de base notamment dans le transport, les communications et l'offre d'électricité ;
- renforcer la transparence dans les opérations de l'Etat y compris le secteur pétrolier.

En matière de réformes structurelles, il convient d'améliorer :

- La performance des entreprises publiques par une restructuration ou privatisation afin de limiter leur poids sur les finances publiques ;
- Le climat des affaires pour inciter les investissements du secteur privé ;

- La gouvernance notamment par l'actualisation du Programme National de Gouvernance.

En **République centrafricaine**, le retour à l'ordre constitutionnel est de nature à rassurer les investisseurs et la population. Par conséquent, il revient aux autorités de mettre en place un programme économique crédible susceptible d'obtenir l'adhésion de la population et le soutien des partenaires au développement. A cet effet, l'accent doit être mis sur la restauration de l'orthodoxie des finances publiques caractérisée notamment par le recouvrement régulier des recettes et l'efficacité des dépenses, la mise à jour du programme de réformes structurelles et du plan d'action de lutte contre la pauvreté.

Au **Congo**, après avoir bénéficié de l'appui des partenaires à son premier programme économique triennal, il convient de réaliser au plus vite des actions prévues pour établir une réputation afin d'accéder au point de décision de l'initiative PPTTE. A cet égard, il convient de :

- finaliser le document de stratégie de lutte contre la pauvreté ;
- poursuivre l'amélioration de la gestion des finances publiques ;
- progresser dans les réformes structurelles y compris l'extension de la transparence dans le secteur pétrolier ;
- améliorer le climat des investissements.

Au **Gabon**, après la bonne performance dans l'exécution de son programme économique de mai 2004 et les discussions en cours pour une facilité élargie à son programme pluriannuel, les autorités sont invitées à :

- poursuivre la bonne gestion des finances publique notamment par un contrôle de la masse salariale ;
- avancer dans les réformes structurelles indispensables à une croissance tirée par le secteur privé et une diversification accélérée de l'économie.
- améliorer l'environnement des affaires et la bonne gouvernance.

En **Guinée Equatoriale**, la performance de l'économie et la surchauffe qui en découle appelle les autorités à poursuivre la réduction des tensions inflationnistes par une modération des dépenses courantes. En outre, elles devraient soutenir la diversification par l'élimination des taxes à l'exportation et utiliser les ressources pétrolières pour financer les secteurs susceptibles de faire progresser le pays vers la réalisation des **ODM** en général et la réduction de la pauvreté en particulier qui reste répandue dans le pays.

Au **Tchad**, le nouvel appui apporté à son programme triennal et la perspective de l'atteinte du point d'achèvement en 2005 imposent aux autorités la mise en œuvre des mesures prises dans le cadre de ce programme notamment le renforcement du recouvrement des recettes non pétrolières, l'amélioration de la gestion des dépenses et de la trésorerie ainsi que des réformes structurelles en particulier dans le secteur de l'énergie et du coton.

ANNEXE 1 : SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DES PAYS MEMBRES

1. CAMEROUN

En 2004, la situation macroéconomique du Cameroun a été globalement satisfaisante, caractérisée par une croissance soutenue, un solde budgétaire global excédentaire, une bonne tenue de la situation monétaire, une réduction du déficit des transactions courantes et la maîtrise des tensions inflationnistes.

1.1 Production

Les performances économiques se sont traduites par un taux de croissance réel du PIB de 4,2 % en 2004 contre 4,3 % en 2003, entraînant une augmentation du revenu réel par tête de 1,6 % pour un taux de croissance démographique de 2,6 %.

Du côté de l'offre, la croissance économique a bénéficié des apports de tous les secteurs de l'économie. En effet, le primaire a contribué à la croissance à hauteur de 0,8 point, en liaison surtout avec la bonne tenue de l'agriculture vivrière (0,6 point). Le secteur secondaire (0,8 point) à l'exception des hydrocarbures a profité principalement du développement des activités dans le secteur des industries manufacturières (1,0 point), le secteur pétrolier grevant la croissance de 0,4 point. Enfin, le secteur tertiaire a contribué pour 2,4 points à la croissance sous l'impulsion surtout de l'expansion de la téléphonie mobile et des services (commerce, hôtels et restaurants).

S'agissant de la demande, l'activité économique a été principalement soutenue par la demande intérieure avec une contribution de 4,0 points, impulsée par l'accroissement de la consommation privée (4,5 points) en dépit d'un apport négatif des investissements. Parallèlement, la demande extérieure nette avec une contribution positive (0,2 point), a bénéficié de la progression des exportations en volume des biens et services non-facteurs.

1.2 Prix

La tendance à la baisse observée à la fin de l'année 2003 s'est poursuivie en 2004, pour ramener l'inflation à 0,4 % en 2004, grâce à une amélioration de la production et un approvisionnement régulier des marchés en produits vivriers.

1.3 Finances publiques

En 2004, les recettes budgétaires totales se sont inscrites en baisse de 5,7 %, pour se situer à 1 285,7 milliards (15,3 % du PIB) contre 1 363,3 milliards en 2003 (17,0 % du PIB), provenant principalement de la baisse des recettes non pétrolières (- 8,8 %) expliquée par la mise en œuvre inefficace de IRPP et les dysfonctionnements de la Division des Grandes entreprises.

Quant aux dépenses totales, elles ont été engagées à hauteur de 1 140,0 milliards, soit 13,6 % du PIB en 2004 contre 1 095,8 milliards (13,7 % du PIB) l'année précédente, correspondant à une augmentation de 4,0 %, avec une croissance des dépenses courantes de 2,7 % en liaison avec les nouveaux recrutements dans les secteurs prioritaires et les dépenses électorales, et des dépenses d'investissement de 11,5.

L'excédent du solde primaire a représenté 4,3 % du PIB en 2004 contre 6,3 % un an plus tôt et celui du solde budgétaire de base, 2,4 % du PIB contre 3,8 % en 2003.

Enfin, l'excédent budgétaire, base engagement hors dons, est revenu à 145,7 milliards équivalant à 1,7 % du PIB en 2004 contre 267,5 milliards (3,3 % du PIB) un an plus tôt.

Compte tenu de l'apurement de paiements des arriérés intérieurs à hauteur de 3,7 milliards, de l'amortissement de la dette extérieure de 298,2 milliards et du désengagement net vis-à-vis du système bancaire et non bancaire de 237,9 milliards, le besoin de financement global

de l'Etat s'est établi à 394,1 milliards. La mobilisation des financements extérieurs à hauteur de 381,4 milliards, comprenant 8,9 milliards au titre des dons, 100,9 milliards de tirages et 271,6 milliards d'allègement de la dette auprès du Club de Paris n'a pas suffi à couvrir ce besoin, contraignant les Autorités camerounaises à accumuler des nouveaux arriérés sur la dette extérieure de 12,7 milliards.

1.4 Balance des paiements

Dans le domaine des échanges extérieurs, le déficit des transactions courantes (hors dons) s'est réduit en 2004, pour revenir à 568,2 milliards correspondant à 6,8 % du PIB contre 608,6 milliards en 2003 (7,6 % du PIB). Cette évolution procède d'une amélioration de l'excédent commercial (+ 23,6 %) et de la balance des revenus.

En effet, le déficit du solde du commerce extérieur s'est établi à 88,6 milliards en 2004 contre 71,7 milliards l'année passée, sous l'effet de l'appréciation des termes de l'échange qui a profité aux exportations du pétrole brut, de l'uranium, du caoutchouc et du bois, pendant que les importations des biens et services non-facteurs ont légèrement baissé. Le déficit des services a légèrement augmenté à 455,8 milliards contre 443,4 milliards en 2003.

En définitive, la solde global de la balance des paiements du Cameroun a dégagé un déficit de 197,1 milliards, correspondant à 2,5 % du PIB, contre 375,4 milliards (4,7 % du PIB) en 2003.

Compte tenu d'une reconstitution des réserves officielles de 87,2 milliards, le besoin de financement extérieur s'est élevé à 284,3 milliards et a été couvert à travers le réaménagement de la dette extérieure auprès du Club de Paris (271,6 milliards) et une accumulation des arriérés extérieurs (12,7 milliards).

S'agissant de la dette publique, l'évolution des comptes extérieurs et budgétaires s'est traduite par une baisse des ratios du service de la dette rapporté aux exportations et aux recettes budgétaires (24,8 % et 33,7 % en 2004 contre 29,2 % et 36,0 % en 2003 respectivement). Par ailleurs, le ratio de l'encours de la dette rapporté au PIB s'est replié de 44,2 % au 31 décembre 2003 à 40,6 % au 31 décembre 2004.

1.5 Situation monétaire

Au 31 décembre 2004, les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires ont atteint 357,1 milliards contre 259,8 milliards en 2003, soit en hausse de 37,5 %, expliquée principalement par l'appréciation des termes de l'échange, en rapport avec la hausse des prix du pétrole, du bois et de l'uranium, le rapatriement soutenu des recettes d'exportation, ainsi que l'incidence positive de l'allègement de la dette extérieure en 2004 d'un montant de 271,6 milliards. Les créances nettes sur l'Etat ont stagné (+0,8 %), se situant à 332,8 milliards contre 330,0 milliards en 2003. Par ailleurs, les crédits à l'économie ont légèrement augmenté (+ 0,3 %), pour se situer à 904,9 milliards contre 907,8 milliards en 2003, en rapport avec l'attentisme dans le contexte de l'élection présidentielle. Par conséquent, le taux de couverture extérieure de la monnaie s'est établi à 51,9 % contre 46,4 % en 2003.

En contrepartie, la masse monétaire a progressé (6,4 %) à 1 428,7 milliards en 2004 contre 1 342,2 milliards en 2003.

1.6 Perspectives pour 2005

Les principaux objectifs du gouvernement pour 2005 correspondent aux priorités énoncées dans le DSRP en 2003. Les Autorités sont déterminées à poursuivre l'assainissement des finances publiques en vue de préserver la stabilité macroéconomique, à accroître l'investissement et stimuler la croissance économique, et à améliorer les indicateurs sociaux.

Les performances économiques du Cameroun resteraient dans la tendance favorable observée en 2004 avec un taux de croissance réelle de 3,9 % et un taux d'inflation de 1,0 %.

Au niveau des finances publiques, le solde budgétaire, base engagements, hors dons, se consoliderait. Dans le domaine des échanges extérieurs, le déficit du compte courant, hors dons s'amenuiserait quelque peu, représentant 6,6 % du PIB contre 6,8 % en 2004.

Enfin, la situation monétaire se raffermirait, avec une augmentation des avoirs extérieurs nets (+6,6 %) et des crédits à l'économie (+6,5 %). Le taux de couverture progresserait à 56,4 % contre 51,9 % en 2004.

1.7 Situation sociale

En 2004, le gouvernement a poursuivi la mise en œuvre de sa Stratégie de Réduction de la Pauvreté et des stratégies sectorielles de l'éducation et de la santé contenue dans le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP).

En matière d'éducation, la carte scolaire a été mise à jour, des enseignants vacataires ont été recrutés dans l'enseignement primaire, et des salles de classe ont été construites et équipées dans des établissements primaires et secondaires. Des progrès sensibles ont été réalisés en ce qui concerne les taux de scolarisation bruts et la réduction des disparités entre garçons et filles; toutefois, les taux de redoublement et d'abandon scolaire demeurent élevés. Un cadre de dépenses à moyen terme pour l'éducation a été actualisé en 2004.

En matière de santé, les programmes spécifiques (paludisme, VIH/sida, médicaments et vaccination) ont été exécutés en parallèle avec un programme de sensibilisation. A cet égard, les actions ont visé (i) réduire le prix des moustiquaires traitées; (ii) réduire le coût de traitement du VIH/sida; (iii) soigner gratuitement la tuberculose; et (iv) intensifier les campagnes de vaccination. L'enquête démographique et de santé de 2004 a révélé une amélioration des indicateurs de santé : de 1998 à 2004, le taux de mortalité infantile a baissé de 3 points pour s'établir à 74 pour 1000; le taux de mortalité juvénile a chuté de 8,7 points pour se fixer à 142 pour 1000; et la couverture vaccinale s'est accrue considérablement. Le taux de prévalence du VIH/sida est actuellement estimé à 5,5 % de la population adulte.

L'enquête sur le suivi de dépenses publiques et la satisfaction des bénéficiaires dans le secteur de la santé réalisée en 2003 a permis d'obtenir des résultats très intéressants.

2. CENTRAFRIQUE

En 2004, la situation macroéconomique en Centrafrique a été marquée par une reprise de la croissance économique, un recul de l'inflation, une stabilité monétaire, une aggravation du déficit courant et un relèvement timide des finances publiques.

2.1 Production

En effet, la croissance économique réelle s'est établie à 1,5 % contre - 7,7 % en 2003, entraînant ainsi une diminution du Produit Intérieur Brut réel (PIB) par habitant de 1,0 %, pour un taux de croissance démographique de 2,5 %.

Du côté de l'offre, cette performance procède principalement de la bonne tenue du secteur primaire impulsé notamment par l'agriculture de subsistance comme de rente, et la sylviculture. L'accroissement de la production vivrière et des cultures de rente avec une contribution de 0,8 point est lié au retour des populations déplacées, à la faveur de l'instauration progressive de la sécurité dans les zones de production agricole et aux bonnes conditions climatiques. Dans le secteur secondaire, les contributions des industries manufacturières et extractives évaluées respectivement à +0,2 point et +0,1 point n'ont pas pu contrebalancer celle de la construction de -0,3 point, pour aboutir à une contribution nulle de ce secteur à la croissance. Il en est de même du tertiaire où l'impact positif du

rétablissement et de la sécurisation des circuits de commercialisation et de transport (contribution de +0,4 point) a été absorbé par la mauvaise performance des Administrations publiques (-0,4 point) impactée par la baisse de l'assistance technique extérieure.

S'agissant de la demande, la croissance économique a profité de l'apport positif de la demande intérieure avec une contribution de 1,8 point, impulsée par la hausse de la consommation privée en réponse au versement plus ou moins régulier des salaires, à la reprise des campagnes agricoles, forestières et diamantaires. Par ailleurs, l'investissement privé a positivement affecté la croissance avec une contribution de 0,5 %. En revanche, la demande extérieure a plutôt freiné la croissance avec une contribution négative de 0,3 %.

2.2 Prix

Le relèvement de la production vivrière suite aux bonnes conditions climatiques et le rétablissement progressif de la sécurité qui a pour conséquence de sécuriser les circuits de commercialisation conduisant à un approvisionnement régulier des marchés urbains en produits vivriers ont fait réculer l'inflation à 2,1 % en 2004 contre 4,2 % une année plus tôt.

2.3 Finances publiques

La Loi de Finances pour l'année 2004 avait pour objectif le redressement des finances publiques, à travers principalement une sécurisation des recettes budgétaires et une parfaite maîtrise des dépenses publiques par la réduction du train de vie de l'Etat.

Les résultats obtenus ne sont pas particulièrement brillants. En effet, en 2004 les recettes n'ont augmenté que de 4,4 %, passant à 56,6 milliards contre 54,2 milliards en 2003. Alors que les recettes fiscales ont légèrement baissé (-0,4 %) traduisant la baisse de rendement de taxe en raison de la morosité économique, les recettes non fiscales ont augmenté de plus de 39 %, passant de 6,3 milliards en 2003 à 8,8 milliards en 2004.

Quant aux dépenses budgétaires, elles ont accusé une baisse substantielle de 22,4 %, revenant à 66,6 milliards en 2004 contre 85,9 milliards en 2003. Cette baisse des dépenses totales s'explique par une diminution des dépenses courantes (-15,4 %) en liaison avec les abattements de salaires, mais également par une forte chute des dépenses en capital (-46,6 %) en raison, entre autres, de la faible mobilisation des ressources extérieures liées aux projets qui ont été suspendus.

L'excédent du solde budgétaire primaire a atteint 0,4 % du PIB en 2004 et le déficit du solde budgétaire de base s'est réduit à 0,7 % du PIB contre 3,3 % du PIB en 2003.

En définitive, le déficit global, base engagements, hors dons s'est amoindri, s'établissant à 10,0 milliards (1,4 % du PIB) contre 31,7 milliards en 2003, soit 4,6 % du PIB.

En y incorporant l'apurement de paiements des arriérés intérieurs à hauteur de 3,3 milliards, de l'amortissement de la dette extérieure de 16,1 milliards et du désengagement vis-à-vis du système non bancaire de 15,0 milliards, le besoin de financement global des Autorités s'élève à 44,4 milliards. La mobilisation des financements à hauteur de 25,3 milliards dont 16,9 milliards au titre des dons, 1,0 milliard d'emprunt, 7,4 milliards du désengagement vis-à-vis du système bancaire n'a pas suffi à couvrir ce besoin, contraignant les pouvoirs publics centrafricains à accumuler de nouveaux arriérés sur la dette extérieure à hauteur de 19,1 milliards.

2.4 Balance des paiements

S'agissant des échanges extérieurs, le déficit des transactions courantes hors dons, s'est aggravé à 52,3 milliards (7,4 % du PIB) en 2004 contre 47,9 milliards en 2003, soit 6,9 % du PIB. Cette évolution s'expliquerait notamment par une dégradation du commerce extérieur.

En effet, le déficit du solde de la balance commerciale a atteint 14,5 milliards en 2004, alors qu'il était de 4,7 milliards en 2003, imputable à une détérioration des termes de l'échange de 3,9 % ayant entraîné une baisse des exportations de 6,1 % à 66,2 milliards et une hausse des importations de 7,3 % à 80,7 milliards. Le déficit de la balance des services s'est légèrement contracté (38,0 milliards contre 43,4 milliards) en liaison avec la diminution des dépenses des frets et assurances et la hausse des ressources au titre de services reçus ou fournis par les administrations publiques. De même, le déficit de la balance des revenus s'est amoindri, revenant à 3,3 milliards en 2004 contre 4,4 milliards une année plus tôt. Enfin, le déficit du compte de capital et d'opérations financières s'est creusé, atteignant 5,8 milliards contre 2,9 milliards en 2003, malgré la reprise progressive des relations avec les bailleurs de fonds.

Au total, le solde global de la balance des paiements a enregistré un déficit de 19,6 milliards, plus faible qu'en 2003 (29,4 milliards). Ce déficit a été couvert par une ponction de 0,5 milliard sur les réserves officielles et une accumulation d'arriérés extérieurs de 19,1 milliards.

S'agissant de la dette publique, l'évolution des comptes extérieurs et budgétaires s'est traduit par une baisse des ratios du service de la dette rapporté aux exportations et aux recettes budgétaires (26,8 % et 38,8 % en 2004 contre 29,4 % et 43,2 % en 2003 respectivement). Par ailleurs, le ratio de l'encours de la dette rapporté au PIB est tombé à 79,2 % en 2004 contre 80,9 % en 2003.

2.5 Situation monétaire

Au 31 décembre 2004, la situation monétaire de la RCA s'est améliorée, comparée aux agrégats monétaires et de crédit de l'année 2003. En effet, les avoirs extérieurs nets ont progressé de 4,6 %, passant à 49,5 milliards au 31 décembre 2004. Le taux de couverture extérieure de la monnaie a fléchi pendant la période sous revue pour se situer à 86,9 % contre 95,8 % un an plus tôt. Les crédits à l'économie ont également progressé de 14,1 %, s'établissant à 56,4 milliards en décembre 2004 contre 49,4 milliards en 2003. Les créances nettes sur l'Etat ont, pour leur part, enregistré une hausse de 11,8 % à 59,0 milliards contre 52,8 milliards l'année précédente, reflétant les tensions de trésorerie de l'Etat.

Reflétant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire a progressé de 14,2 % à fin décembre 2004.

2.6 Situation sociale

Le rapport mondial sur le développement humain 2003 (PNUD) classe la République Centrafricaine au 168^{ème} rang mondial en 2001 sur 175 pays évalués avec un indice de développement humain estimé à 0,363. L'indice de pauvreté humaine (IPH) est, quant à lui, estimé à 47,8 %. Ainsi, en 2001, environ 5 centrafricains sur 10 accusaient des déficits en matière de longévité, de santé, d'éducation et de bien-être. Pour la même année, le taux brut de scolarisation combiné (du primaire au supérieur) est seulement de 24 %, l'espérance de vie à la naissance de 40,4 ans, la mortalité infantile de 115 ‰ et la mortalité infanto juvénile de 180 ‰. Ces statistiques montrent que les traits marquants de la situation sociale en République Centrafricaine restent l'accentuation de la pauvreté, la dérive du système éducatif et sanitaire et la propagation de l'épidémie du VIH/SIDA.

2.7 Perspectives pour 2005

Selon les prévisions, l'économie centrafricaine, avec une progression du PIB réel projetée à 3,4 % en 2005, renouerait avec la croissance. Celle-ci serait tirée du côté de l'offre par le développement de l'activité dans tous les secteurs et plus particulièrement dans le secteur secondaire où l'on s'attendrait à un boom dans la construction et les industries extractives. Dans les secteurs primaire et tertiaire l'on prévoit respectivement une amélioration dans la sylviculture et dans l'assistance technique extérieure.

Dans le domaine des finances publiques, le déficit budgétaire s'aggraverait (-2,9 % du PIB au lieu de -1,4 % du PIB un an auparavant), du fait d'un accroissement sensible des dépenses publiques aussi bien courantes qu'en capital, traduisant ainsi la reprise des activités dans les administrations publiques. Les recettes, quant à elles, augmenteraient de 12,2 %, en liaison avec une amélioration de rendement des impôts sur les biens et services et des taxes sur le commerce international.

Sur le plan des échanges extérieurs, le solde des transactions courantes, hors dons, se détériorerait à -6,6 % du PIB, en liaison avec la dégradation de la balance commerciale et la balance des services.

Enfin, la situation monétaire se consoliderait avec une augmentation des avoirs extérieurs nets et des crédits à l'économie et une diminution des créances nettes sur l'Etat. Le taux de couverture et la masse monétaire progresseraient respectivement à 92,5 % et 2,3 %.

3. CONGO

L'économie congolaise a été marquée en 2004, par une accélération de la croissance, une consolidation des finances publiques, une amélioration de la situation monétaire, une maîtrise des tensions inflationnistes, et un repli de l'excédent du solde courant.

3.1 Production

L'activité économique s'est bien comportée en 2004 affichant un taux de croissance du PIB en termes réels de 4% contre 0,8 % une année plus tôt. Cette performance a été principalement tirée du côté de l'offre par le secteur tertiaire dont la contribution est évaluée à 2,1 points, impulsée par les transports et télécommunications (0,6 point) grâce au développement de la téléphonie mobile et à la réhabilitation des infrastructures des transports et, par le commerce, la restauration et les hôtels (0,6 point). Le secteur secondaire a contribué à la croissance à hauteur de 1,1 point dont 0,2 point pour l'industrie pétrolière en raison de la découverte du gisement de M'BOUNDI. Enfin, le secteur primaire a contribué pour 0,5% tiré par l'agriculture et la pêche en raison de la mise en œuvre de la nouvelle stratégie de relance agricole, pastorale et halieutique.

Du côté de la demande, la croissance a été soutenue par la demande intérieure, avec une contribution de 14,2 points, grâce notamment à l'augmentation de la consommation privée (9,8 points) et des investissements (3,6 points) consécutive à l'amélioration de l'environnement économique, entraînée par la reprise des relations avec le Fonds Monétaire International. Quant à la demande extérieure, elle a obéré la croissance de 10,3 points en rapport avec la forte progression des importations.

3.2 Prix

L'année 2004 a enregistré un taux d'inflation de 1,4% , contre une déflation de 1,3 % en 2003. Ce niveau d'inflation traduit le renchérissement du coût de la vie (tensions exercées sur les prix des produits importés et de certains services locaux), mais reste atténué par l'effet stabilisateur de la trêve sociale.

3.3 Finances publiques

En 2004, la situation des finances publiques du Congo s'est consolidée sous l'effet conjugué d'un accroissement significatif des recettes et d'une moindre augmentation des dépenses.

En effet, les recettes ont augmenté de 22,3% s'établissant à 738 milliards contre 603,6 milliards en 2003 en raison d'une bonne tenue du prix du pétrole brut sur les marchés internationaux et ce, malgré une production qui est restée stable.

Les dépenses sont apparues en hausse plus modérée de 7,3 % se situant à 650,6 milliards contre 606,1 milliards en 2003 en rapport avec une augmentation de la masse salariale de 2,2 % consécutive aux recrutements intervenus dans les secteurs sociaux et d'autre part, de la hausse des dépenses en capital (+13,8 %).

Le solde primaire toujours excédentaire s'est amélioré pour s'établir à 11,4 % du PIB contre 6,7 % du PIB en 2003. Il en est de même de l'excédent du solde budgétaire de base qui a représenté 5,2 % du PIB en 2004 contre 1 % en 2003.

Le solde global, base engagements et hors dons qui était déficitaire de 2,5 milliards en 2003, soit -0,1% du PIB est devenu excédentaire se situant à 87,4 milliards, soit 3,8 % du PIB.

En y incorporant l'apurement des arriérés intérieurs et extérieurs de 1 575,2 milliards, l'amortissement de la dette de 168,1 milliards et le désengagement net vis-à-vis du système bancaire et non bancaire de 53,6 milliards, le besoin de financement global s'est chiffré à 1 708,5 milliards. Il a été totalement couvert par une mobilisation du financement extérieur dont 1 677,1 milliards au titre de l'allègement de la dette extérieure, 7,9 milliards au titre des dons et 24,4 milliards au titre des prêts projets.

3.4 Balance des paiements

Sur le plan des échanges avec l'extérieur, l'excédent du compte courant, transferts publics exclus, s'est contracté pour se situer à 263,7 milliards (11,4% du PIB) en 2004 contre 349,2 milliards en 2003 (16,9%) du PIB. Cette évolution défavorable s'explique par la chute de l'excédent commercial qui s'est situé à 1 062,4 milliards en 2004 contre 1 079,4 milliards en 2003 en raison d'une hausse des importations dans les secteurs agricole et forestier.

Le déficit de la balance des services s'est aggravé en 2004, s'élevant à 441,6 milliards contre 398,7 milliards en 2003. Il en est de même du déficit de la balance des revenus qui s'est creusé pour s'établir à 338,1 milliards en 2004 contre 312,7 milliards en 2003. En revanche, le déficit du compte de capital et d'opérations financières s'est rétréci, revenant de 388,4 milliards de Fcfa en 2003 à 336,7 milliards en 2004.

En fin de compte, le déficit du solde global de la balance des paiements s'est réduit, revenant de 160,2 milliards en 2003 à 92,5 milliards en 2004.

En y ajoutant la reconstitution des réserves officielles de 39,1 milliards et l'apurement des arriérés extérieurs de 1 545,5 milliards, le besoin de financement s'est chiffré à 1 671,1 milliards qui est entièrement couvert par des rééchelonnements de la dette extérieure.

Concernant la dette, l'évolution des comptes extérieurs et budgétaires s'est traduite par une baisse du ratio du service de la dette rapporté aux recettes budgétaires et de celui de l'encours de la dette rapporté au PIB (40,4 % et 147,9 % en 2004 contre 43,7 % et 202,9 % en 2003 respectivement). En revanche, le ratio du service de la dette rapporté aux exportations a légèrement progressé à 16,8 % contre 15,8 % en 2003.

3.5 Situation monétaire

A fin 2004, la situation monétaire du Congo s'est améliorée, sous l'impulsion d'une hausse de 873,2 % des avoirs extérieurs nets arrêtés à 58,3 milliards contre 6,0 milliards une année plutôt. Cette forte progression s'explique par l'amélioration des termes de change induite par la hausse des prix du pétrole dans un contexte de stabilité des volumes exportés et la fermeté des cours du bois, conjuguée avec une hausse des quantités commercialisées.

Quant aux crédits à l'économie, ils se sont établis à 85,0 milliards en 2004 contre 81,7 milliards un an auparavant, soit une hausse de 4,0 % en relation notamment avec la progression de l'activité dans les secteurs para-pétrolier, agricole, sylvicole, commercial, ainsi que du bâtiment et des travaux publics.

En contre-partie de toutes ces évolutions, la masse monétaire a progressé de 15,9 %, pour se situer à 330,0 milliards à fin 2004 contre 284,6 milliards l'année précédente. Par conséquent, le taux de couverture extérieure de la monnaie a atteint 29,3 % contre 16,4 % en 2003.

3.6 Perspectives pour 2005

En 2005, la situation économique du Congo se caractériserait par une accélération de la croissance économique avec un taux 8,8 % et une légère poussée inflationniste (+2,3 %). Cette évolution s'explique, du côté de l'offre, par le dynamisme des secteurs tertiaire et secondaire qui contribueraient respectivement de 2,3 points et 5,8 points et du côté de la demande par l'amélioration des dépenses intérieures brutes, notamment la consommation et l'investissement privés (4,8 points et 5,0 points, respectivement).

Au niveau des finances publiques, le solde budgétaire, base engagements, hors dons s'accroîtrait de 8,2 % du PIB, en raison d'une hausse substantielle des recettes fiscales non pétrolières et d'une baisse des dépenses publiques.

Sur le plan des échanges avec l'extérieur, le solde excédentaire du compte courant, hors dons, s'améliorerait pour se situer à 16,3 % du PIB en 2004 contre 11,4 % du PIB en 2003.

Enfin, la situation monétaire se raffermirait, avec une augmentation des avoirs extérieurs nets (173,9 %) et des crédits à l'économie (+5,6%), et une baisse des tensions sur la trésorerie de l'Etat marquée par un recul des créances nettes sur l'Etat (- 55,8 %). Le taux de couverture extérieure de la monnaie se situerait à 48,0 %.

3.7 Situation sociale

Les combats sur l'ensemble du territoire ont cessé à l'exception de la région du pool où des efforts dans le sens d'une pacification sont entrain d'être poursuivis. Parallèlement, d'autres actions vigoureuses sont menées dans les domaines suivants :

- La santé de base et la lutte contre le VIH-SIDA ;
- L'éducation de base ;
- Les infrastructures de base ;
- L'eau, l'énergie et l'assainissement urbain ;
- Le désarmement et la réinsertion des ex-combattants ;
- L'agriculture.

En outre, la réduction de la pauvreté est au cœur de la stratégie de développement du Gouvernement comme indiqué dans le Document de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP).

4. GABON

A fin décembre 2004, la situation économique et financière du Gabon reste caractérisée par un fléchissement de la croissance, une consolidation des finances publiques, un raffermissement de la situation monétaire et une amélioration du solde courant. On note aussi une bonne maîtrise des tensions inflationnistes.

4.1 Production

En 2004, l'économie gabonaise a enregistré une baisse de croissance, le Produit Intérieur Brut ayant chuté, en termes réels, à 1,4% contre 2,2% en 2003 en rapport avec une relative stabilisation de la production pétrolière.

Du côté de l'offre, la contribution du secteur secondaire, même si elle baisse, reste tout de même la plus forte (0,9%) en raison du dynamisme des industries manufacturières et énergétiques (0,5%) lié essentiellement à la forte demande d'eau et d'électricité basse tension dans la majorité des grands centres urbains et au regain de l'activité de COMILOG.

La contribution du secteur tertiaire à la croissance a également été positive (0,5%) imputable aux transports et télécommunications (0,2%) suite à la bonne tenue du transport ferroviaire et à l'expansion de la téléphonie mobile. La consolidation des marchandises transportées et du nombre de passagers, occasionnée par la célébration de la fête de l'indépendance dans les provinces du Haut Ogooué et de l'Ogooué Lolo a été favorable au transport ferroviaire.

Quant à la contribution du secteur primaire, elle a été nulle, à cause de la baisse d'activité enregistrée au niveau de l'exploitation forestière du fait de la chute de la demande de la Chine, conséquence de la politique de substitution des importations.

Du côté de la demande, la croissance a été tirée principalement par la demande intérieure avec une contribution de 2,5 points impulsée à la fois par la consommation privée (0,8 point) et par l'investissement privé (1,6 point). En revanche, la demande extérieure a plutôt obéré la croissance (-1,1 point) en raison d'une augmentation relativement plus forte des importations par rapport aux exportations.

4.2 Prix

En 2004, l'évolution de l'indice des prix à la consommation des ménages indique une tendance à la maîtrise de l'inflation, avec un taux établi à 0,4% en moyenne annuelle contre 2,3% en 2003. Cette évolution est imputable essentiellement à la baisse de l'indice des produits locaux (-0,6%) et ce, malgré un relèvement constaté des produits importés (+1,7%).

4.3 Finances publiques

En rapport avec l'envolée du cours du baril de pétrole, les recettes totales de l'Etat en 2004 ont augmenté de 6% par rapport à 2003 s'établissant à 1 111,5 milliards contre 1 049,1 milliards l'année précédente.

Quant aux dépenses, elles ont été globalement bien maîtrisées, se situant à 826,6 milliards contre 799,7 milliards en 2003, soit une progression de 3,4 %, plus faible que celle des recettes. Cette évolution s'explique par une contraction de la masse salariale (-1,4%) et une stagnation du poste « biens et services ».

Il en est résulté un solde primaire de 453 milliards contre 409,8 milliards en 2003. Le solde global, base ordonnancements et hors dons quant à lui s'est établi à 284,9 milliards, soit 7,6 % du PIB contre 249,4 milliards en 2003 correspondant à 7,2 % du PIB.

En y ajoutant l'apurement des arriérés intérieurs et extérieurs de 412,6 milliards, l'amortissement de la dette extérieure de 278,6 milliards et le désengagement net vis-à-vis du système bancaire et non bancaire de 79,9 milliards, le besoin de financement global s'est élevé à 486,2 milliards. Il est couvert entièrement par la mobilisation du financement extérieur dont 421,5 milliards au titre du rééchelonnement de la dette extérieure de, 2,1 milliards au titre des dons, 59,9 milliards de tirages nets et 2,7 milliards au titre d'annulation de la dette extérieure.

4.4 Balance des paiements

Le solde du compte courant, hors dons, toujours excédentaire, passe à 8,1% du PIB en 2004 pour s'établir à 307,7 milliards contre 227,1 milliards en 2003 (6,4% du PIB), du fait de l'amélioration de l'excédent de la balance commerciale (16,4%) et d'une contraction des

déficits des balances de services et des transferts courants qui couvrent l'accroissement du déficit du solde de la balance des revenus.

Le déficit du compte capital et opérations financières s'est également contracté pour se fixer à 161,9 milliards en 2004 contre 263,2 milliards en 2003 en raison de l'augmentation des investissements directs du secteur pétrolier.

En conséquence, le solde global de la balance des paiements est devenu excédentaire de 18 milliards contre une situation déficitaire de 78,4 milliards en 2003.

En y incorporant la reconstitution des réserves à hauteur de 98,3 milliards et le paiement des arriérés extérieurs de 343,9 milliards, le besoin de financement extérieur s'est établi à 424,2 milliards qui est totalement couvert par un réaménagement de la dette extérieure.

En ce qui concerne la dette publique, l'évolution des comptes extérieurs et budgétaires s'est traduite par une augmentation des ratios du service de la dette rapporté aux exportations et aux recettes budgétaires (18,0 % et 35,8,7 % en 2004 contre 16,4 % et 30,5 % en 2003 respectivement). En revanche, le ratio de l'encours de la dette rapporté au PIB s'est replié à 49,9 % en 2004 contre 58,0 % en 2003.

4.5 Situation monétaire

A fin décembre 2004, l'on note un renforcement des avoirs extérieurs qui s'établissent à 286 milliards contre 75,5 milliards un an plutôt. Cet accroissement de 278,6% résulte essentiellement de la hausse des recettes d'exportation liée à la fermeté des cours du pétrole brut, de l'augmentation de la demande étrangère de manganèse ainsi que de l'impact des allègements de la dette extérieure obtenus par le pays (399,6 milliard de Fcfa pour l'année 2004) dans le cadres de l'accord de confirmation de 14 mois signé en mai 2004. Les crédits intérieurs nets diminuent de 19,6 %, passant de 674,5 milliards en 2003 à 542 milliards en 2004, en rapport avec la faiblesse de l'activité des entreprises dans plusieurs secteurs, notamment le bois, l'agroalimentaire et le transport aérien et la baisse du crédit à la consommation. En conséquence, la masse monétaire a progressé de 10,8% en 2004 contre -1,1% en 2003.

4.6 Perspectives économiques pour 2005

Selon les projections, la croissance de l'économie gabonaise serait plus forte en 2005, avec un taux qui s'établirait à 2,0 % en relation avec une augmentation de la production pétrolière. Cette croissance serait soutenue par tous les secteurs, avec des contributions de 0,4 point, 0,6 point et 0,7 point respectivement pour le secteur primaire, le secteur secondaire et le secteur tertiaire. L'inflation se situerait à 2,0 %.

Concernant les finances publiques, les recettes budgétaires augmenteraient de 6,2% alors que les dépenses accuseraient une baisse de 1,1 %. En conséquence, le solde budgétaire, base engagements, hors dons, resterait excédentaire à 8,7% du PIB contre 7,6 % en 2004

Sur le plan des échanges extérieurs, le solde courant hors dons s'améliorerait à 12,2 % du PIB, sous l'effet d'une hausse des recettes d'exportation pétrolière.

Enfin, la situation monétaire se renforcerait, avec une augmentation des avoirs extérieurs nets (57,0 %) et des crédits à l'économie (1,7%), et une baisse des créances nettes sur l'Etat (-102,5 %). Le taux de couverture s'améliorerait à 79,5%.

4.7 Situation sociale

La pauvreté au Gabon reste toujours caractérisée par une forte disparité des revenus, un taux élevé du chômage, la précarité de l'habitat urbain et la marginalisation de la population

rurale. D'après le rapport mondial sur le développement humain 2002, il existe un écart de 44 places entre le classement du Gabon selon l'indice de développement humain (117^{ème} sur 175) et son classement d'après le PB par habitant (73^{ème} sur 175).

Pour faire face à cette situation, le gouvernement a retenu comme priorités les secteurs suivants :

- L'emploi, en poursuivant la politique de développement des secteurs à forte intensité de main d'œuvre tels que ceux du bois, de l'agriculture, du bâtiment et des travaux publics, de l'habitat, des mines et du tourisme, de même qu'un encadrement du secteur informel ;
- L'éducation, en axant sa politique sur l'amélioration de la couverture du système éducatif et l'optimisation de la qualité de l'éducation à travers la réalisation du projet « soutien à l'éducation de base » ;
- La santé, en poursuivant la mise en place du Programme National d'Action sanitaire (PNAS) qui vise entre autre l'amélioration des soins de santé primaire ;
- Enfin, la politique familiale en poursuivant les actions de soutien aux personnes socialement faibles (indigents, orphelins, handicapés, filles-mères, enfants en situations difficiles, personnes du troisième âge).

5. GUINEE EQUATORIALE

En 2004, les performances économiques ont été globalement satisfaisantes en Guinée Equatoriale, en raison des bons résultats économiques et financiers enregistrés dans le secteur pétrolier. Cette situation s'est alors caractérisée par une accélération de la croissance économique, une situation budgétaire relativement saine, un renforcement de la monnaie commune, une légère diminution des tensions inflationnistes et une détérioration du compte courant.

5.1 Production

La croissance économique s'est établie à 30,1 % contre 13,6 % en 2003, se traduisant par une augmentation du PIB réel par habitant de 27,2 % pour un taux de croissance démographique de 2,9 %.

Du côté de l'offre, cette évolution provient principalement des activités pétrolières et leur dérivé, le méthanol, faisant du secteur secondaire le moteur de la croissance en Guinée Equatoriale, avec 29,3 points de contribution dont 22,0 points pour le pétrole. Le concours des secteurs primaire et tertiaire est resté très modeste, de 0,1 point et 0,7 point respectivement.

Du côté de la demande, cette tendance à la hausse s'explique par le dynamisme de la demande intérieure (+ 23,7 points), tirée par la hausse de la consommation privée (+ 10,7 points) suite aux créations d'emplois dans les secteurs des hydrocarbures, des BTP, du commerce général et du tourisme. Cette embellie a profité également de la contribution des investissements privés non pétroliers (+ 2,2 points), grâce à l'accroissement des capacités de production des entreprises de BTP afin de répondre aux projets des infrastructures publiques et au boom des constructions individuelles et des complexes hôteliers. Enfin, la contribution à la croissance des investissements de l'Etat a été positive de 15,8 points. Parallèlement, la demande extérieure nette a également contribué positivement à la croissance (+ 6,4 points), en raison de la forte accélération des exportations notamment les ventes de pétrole brut, de la hausse des importations liées aux commandes pour les projets d'infrastructures publiques, des travaux de développement des champs pétroliers ainsi que des achats des biens de consommation courante.

5.2 Prix

La Guinée Equatoriale a enregistré une décélération des prix au cours de l'année 2004 (+ 4,2 % en moyenne annuelle contre 7,3 % en 2003) mais l'inflation reste néanmoins élevée par rapport à la norme communautaire de 3,0 %. Cette évolution s'explique principalement par l'amélioration de l'approvisionnement des marchés urbains.

5.3 Finances publiques

Les recettes budgétaires totales de la Guinée Equatoriale se sont accrues de 64,2 %, atteignant 773,5 milliards en 2004 contre 471,2 milliards en 2003, en liaison avec l'explosion des recettes pétrolières (70,9 %) due à l'envolée des cours du baril et à la hausse des exportations en volume du pétrole brut. Parallèlement, les recettes non pétrolières ont progressé moins rapidement (19,1 % contre 18,1 % en 2003), en liaison avec leur état encore embryonnaire dans le pays.

De leur côté, les dépenses budgétaires ont fortement progressé de 87,8 %, s'établissant à 484,5 milliards (soit 19,9 % du PIB) contre 257,9 milliards en 2003, correspondant à 15,7 % du PIB. Cette évolution résulte principalement d'un accroissement de 113,9 % des dépenses en capital imputable à la hausse des financements internes alloués aux grands travaux de l'Etat.

Le solde budgétaire primaire, excédentaire, s'est légèrement replié, passant de 13,2 % du PIB en 2003 à 12,0 % en 2004, ainsi que celui du solde budgétaire de base, de 13,0 % en 2003 à 11,9 % du PIB en 2004.

Enfin, la gestion des finances publiques s'est traduite par un solde budgétaire global, base engagements, hors dons, excédentaire de 289,0 milliards équivalents à 11,8 % du PIB en 2004 contre 213,3 milliards (13,0 % du PIB) une année auparavant.

Compte tenu de l'apurement à hauteur de 13,5 milliards des arriérés de paiements intérieurs et extérieurs, de 5,4 milliards de l'amortissement de la dette extérieure et de 295,2 milliards du désengagement net vis-à-vis du système bancaire, le besoin de financement global de l'Etat s'est élevé à 25,1 milliards. Il a été entièrement couvert par la mobilisation des financements extérieurs de 25,1 milliards, au titre des tirages (0,8 milliard) et des financements bancaires de 24,3 milliards.

5.4 Balance des paiements

Dans le domaine des échanges extérieurs, le déficit des transactions courantes, transferts publics exclus, s'est nettement réduit en 2004 à 611,6 milliards, soit 25,1 % du PIB, contre 686,9 milliards en 2003 (41,8 %). Cette tendance à la baisse s'explique notamment par l'amélioration des termes de l'échange à travers la hausse des prix à l'exportation du pétrole et la baisse des prix à l'importation.

Au niveau du commerce extérieur, les exportations se sont inscrites en hausse de 49,2 %, pour se fixer à 2 428,2 milliards contre 1 627,9 milliards en 2003, expliquée par la progression des ventes de pétrole et du méthanol, sous l'effet conjugué des quantités produites et exportées. Les importations de biens et services ont augmenté de 14,2 %, atteignant 812,7 milliards contre 711,4 milliards en 2003, en relation avec l'évolution des achats de biens et services du secteur pétrolier dans le cadre de la relance des activités d'exploration.

La balance des services s'est détériorée davantage, à cause des dépenses de services liées à la prospection pétrolière et le déficit de la balance des revenus s'est aggravé ainsi que celui des transferts courants. Enfin, l'excédent du compte de capital et d'opérations

financières a atteint 946,6 milliards contre 758,7 milliards en 2003, en raison de l'entrée massive des investissements privés, notamment dans le secteur pétrolier.

En définitive, le solde de la balance des paiements a dégagé un excédent de 344,2 milliards équivalent à 14,1 % du PIB contre 71,1 milliards, soit 4,1 % du PIB en 2003. Ces ressources ont servi à reconstituer les réserves officielles à hauteur de 332,1 milliards et à apurer les arriérés extérieurs de 12,1 milliards.

S'agissant de la dette publique, l'évolution des comptes extérieurs et budgétaires s'est traduite par une baisse des ratios du service de la dette rapporté aux exportations et aux recettes budgétaires (0,3 % et 0,9 % en 2004 contre 04 % et 1,4 % en 2003 respectivement). De même, le ratio de l'encours de la dette rapporté au PIB s'est replié à 4,6 % en 2004 contre 7,9 % en 2003.

5.5 Situation monétaire

Au 31 décembre 2004, la situation monétaire de la Guinée Equatoriale s'est consolidée, caractérisée par une forte progression des avoirs extérieurs nets, une hausse des crédits à l'économie, une augmentation des dépôts nets de l'Etat et une augmentation de la masse monétaire. En effet, les avoirs extérieurs nets se sont fortement confortés pour atteindre 503,6 milliards à fin décembre 2004 contre 157,8 milliards un an plus tôt, grâce à l'appréciation des termes de l'échange, en rapport avec la hausse des prix du pétrole et au rapatriement régulier des recettes d'exportation pétrolière. Les crédits à l'économie se sont situés à 62,8 milliards à fin 2004 contre 51,6 milliards en 2003, en hausse de 21,7 %, en rapport avec le rythme accéléré de l'activité économique (para-pétrolier). Par ailleurs, les dépôts nets de l'Etat se sont inscrits en hausse, grâce au rapatriement régulier des recettes d'exportation. Le taux de couverture extérieure de la monnaie est resté presque stable aux environs de 100, 2 % entre 2003 et 2004.

En contrepartie, la masse monétaire s'est accrue de 34,0 %, pour s'établir à 208,1 milliards en 2004 contre 155,2 milliards en 2003.

5.6 Perspectives pour 2005

En 2005, les perspectives économiques de la Guinée Equatoriale laissent entrevoir une croissance modérée au taux de 6,3 %, et un niveau d'inflation toujours élevé de 4,0 % contre 4,2 % en 2004.

Au niveau des finances publiques, l'excédent du solde budgétaire, base engagements, hors dons, s'accroîtrait de 20,7 %, en raison d'une progression substantielle des recettes pétrolières et d'une forte baisse des dépenses publiques. Dans le domaine des échanges avec l'extérieur, le déficit du compte courant, hors dons se réduirait sensiblement, revenant à 8,7 % du PIB, contre 25,1 % du PIB en 2004.

Enfin, la situation monétaire se renforcerait, avec une augmentation des avoirs extérieurs nets (+89,6 %) et des crédits à l'économie (+4,8 %), et un repli des créances nettes sur l'Etat (-139,5 %). Le taux de couverture accuserait un léger fléchissement à 99,6 %.

5.6 Situation sociale

Selon le rapport mondial sur le développement humain 2003 (PNUD), l'indice de développement humain en 2001, est estimé à 0,664 pour la Guinée Equatoriale, classant ainsi le pays au 116^{ème} rang mondial sur 175 pays évalués. Pour la même année, le taux brut de scolarisation combiné (du primaire au supérieur) est de 58 %, et l'espérance de vie à la naissance est de 49 ans. Pour la mortalité des enfants de moins de 5 ans, la Guinée Equatoriale enregistre un taux de mortalité infantile de 101 ‰ et infanto juvénile de 153 ‰.

6. TCHAD

Les performances économiques du Tchad en 2004, à l'ère de l'exportation du pétrole couvrant pour la 1^{ère} fois toute l'année, ont été marquées par une croissance substantielle, une amélioration des finances publiques et des comptes extérieurs, un raffermissement de la monnaie et une forte baisse des tensions inflationnistes.

6.1 Production

En 2004, l'économie tchadienne a réalisé des performances exceptionnelles, passant d'un taux de croissance du PIB réel de 11,9 % en 2003 à 36,1 %.

Ces bons résultats proviennent, **du côté de l'offre**, principalement du secteur secondaire dont la contribution à la croissance économique est évaluée à 32,8 % dont 32,2 % pour le pétrole. Le secteur tertiaire a contribué de 4,6 % à la croissance grâce notamment au commerce (2,2 %) et aux Administrations publiques (1,2 %). En revanche, le secteur primaire a négativement contribué à la croissance (-1,7 % dont -2,8 % pour les cultures vivrières) en raison de la mauvaise campagne agricole 2004/2005 induite par des mauvaises conditions climatiques, l'invasion des acridiens et le délaissement des cultures vivrières au profit de la culture du coton.

Du côté de la demande, la croissance a été soutenue par la demande extérieure nette avec une contribution de 47,3 % impulsée principalement par les exportations (37,2 %, mais également par les importations des biens et services non facteurs (10,0 %). La demande intérieure a plutôt obéré la croissance de 11,2 %), sous l'effet de la baisse continue des investissements, notamment dans le secteur pétrolier.

6.2 Prix

L'année 2004 a enregistré un taux d'inflation de -5,4 %, restant ainsi dans la tendance déflationniste observée une année plus tôt (-1,8 %). Plusieurs raisons expliquent cela, dont l'abondance des céréales sur les marchés dans les six premiers mois de l'année, reflétant les bonnes récoltes de la campagne agricole 2003-2004, et la baisse de la demande des ménages liée à l'achèvement des travaux de développement pétrolier.

6.3 Finances publiques

L'exploitation en année pleine du pétrole a eu un impact important sur les recettes de l'Etat. Ainsi, les recettes courantes de l'Etat ont sensiblement augmenté (67,8 %), passant de 129,6 milliards en 2003 à 217,5 milliards en 2004, soit 8,5 % du PIB et 10,4 % du PIB respectivement.

Les dépenses budgétaires ont augmenté de 15,0 %, relativement moins vite que les recettes, s'établissant à 378,5 milliards en 2004 contre 329,2 milliards une année plus tôt. Les postes de dépenses ayant connu une forte augmentation concernent les dépenses des intérêts sur la dette intérieure (25,0 %), les dépenses militaires (29,0 %), et surtout les investissements sur ressources intérieures (92,0 %), ce dernier point reflétant la mise en œuvre de la stratégie nationale de réduction de la pauvreté et l'amélioration du fonctionnement des services publics, sous l'effet des revenus pétroliers. En revanche, les dépenses des biens et services ont baissé de 20,4 %. La hausse des dépenses militaires traduit l'abandon du paiement du salaire forfaitaire au profit de celui prenant en compte l'indice des militaires.

Le solde primaire et le solde budgétaire de base passeraient d'une situation déficitaire de 1,5 % et 2,0 % du PIB respectivement en 2003 à une situation excédentaire de 1,9 % et 1,4 % du PIB en 2004. Quant au déficit du solde budgétaire global, base engagements, hors

dons, il s'est amoindri, revenant de -199,6 milliards en 2003 à -161,0 milliards en 2004, soit respectivement -13,1 % et -7,7 % du PIB.

En y incorporant la provision pour service de la dette pétrolière de 8,1 milliards, l'amortissement de la dette extérieure de 9,2 milliards, et le désengagement vis-à-vis du système bancaire et non bancaire de 24,9 milliards, le besoin de l'Etat s'élèverait à 203,2. La mobilisation du financement extérieur de 199,0 milliards comprenant 135,2 milliards au titre de dons, 56,7 milliards au titre d'emprunts et 7,1 milliards au titre la variation de dépôts n'a pas suffi à couvrir ce besoin, obligeant l'Etat tchadien à accumuler des arriérés d'un montant de 4,2 milliards.

6.4 Balance des paiements

Le déficit des transactions courantes hors dons, s'est sensiblement amoindri à 346,3 milliards (16,6 % du PIB) alors qu'il était de 775,2 milliards (51,0 % du PIB) à fin décembre 2003. La nette amélioration du solde de la balance commerciale, passant d'une situation déficitaire de 102,5 milliards en 2003 à un excédent de 778,2 milliards en 2004 sous l'effet des exportations pétrolières est à l'origine de ce résultat.

Avec l'arrivée des ressources pétrolières et le recouvrement des coûts (rémunération des investissements directs) des sociétés pétrolières, le déficit de la balance des revenus s'est aggravé, passant de 264,7 milliards en 2003 à 511,0 milliards en 2004. De même, le déficit de la balance des services s'est creusé, passant de 432,0 milliards en 2003 à 632,0 milliards en 2004. En revanche, le solde des transferts courants est resté excédentaire de 81,9 milliards, soit légèrement au dessous de son niveau de 2003 (67,0 milliards).

L'excédent du compte de capital et d'opérations financières s'est contracté de plus de la moitié, revenant de 747,0 milliards en 2003 à 349,1 milliard en 2004, sous l'effet notamment de la baisse des investissements directs, pétroliers en particulier.

Il en résulte une amélioration substantielle du solde de la balance des paiements, qui est passé d'une situation déficitaire de 27,4 milliards, équivalent à 1,8 % du PIB en 2003, à un excédent de 17,4 milliards, soit 0,8 % du PIB en 2004. En intégrant la reconstitution des réserves officielles de 18,7 milliards, il se dégage une accumulation d'arriérés extérieurs de 1,3 milliard.

S'agissant de la dette publique, l'évolution des comptes extérieurs et budgétaires s'est traduit par une baisse des ratios du service de la dette rapporté aux exportations et aux recettes budgétaires (1,3 % et 7,3 % en 2004 contre 3,7 % et 11,3 % en 2003 respectivement). De même, le ratio de l'encours de la dette rapporté au PIB s'est replié à 36,2 % en 2004 contre 46,4 % en 2003.

6.5 Situation monétaire

La situation monétaire de 2004 est caractérisée par une hausse des avoirs extérieurs nets, un repli du taux de couverture, une baisse du crédit intérieur net, et une hausse de la masse monétaire. En effet, les avoirs extérieurs nets ont augmenté de 21,2 %, passant à 55,8 milliards en la fin décembre 2004 contre 46,1 milliards à la même période de l'année dernière. Le taux de couverture extérieure de la monnaie a enregistré un repli, revenant de 73,2 % en 2003 à 70,1 % en 2004. Le crédit intérieur a diminué de 3,1 %, particulièrement sous l'effet de la baisse des crédits à l'économie (-5,3 %) en raison du faible financement de la campagne cotonnière induit par la diminution de la production de coton grain.

La masse monétaire a progressé de 3,5 %, passant de 182,3 milliards à fin décembre 2003 à 188,7 milliards au 31 décembre 2004.

6.6 Situation sociale

La situation sociale au Tchad est marquée par une mise en œuvre timide de la stratégie nationale de réduction de la pauvreté (SNRP), achevée et approuvée par les Conseils d'administration du FMI et de la Banque mondiale en 2003. C'est de manière sectorielle que beaucoup d'actions allant dans le sens de la réduction de la pauvreté sont entreprises, notamment dans le domaine de la santé, de l'éducation et des infrastructures. Ainsi, de 56 % en 2003 l'on est passé à 61 % du réseau national permanent accessible en 2004. Le taux d'accès à l'eau potable en milieu rural a également été amélioré : de 2003 à septembre 2004, 415 ouvrages hydrauliques (400 pompes à motricité et 15 châteaux d'eau) ont été réalisés. Il faut noter par ailleurs les répercussions négatives sur les populations locales à l'Est du pays, de la catastrophe humanitaire dans le Darfour soudanais.

6.7 Perspectives pour 2005

Les performances du Tchad de 2005 porteraient l'empreinte de la stabilisation de l'exploitation pétrolière, avec un taux de croissance réelle modéré de 12,0 %; l'inflation se relèverait à 3,0 % contre une déflation de 5,4 % en 2004, comme conséquence des mauvais résultats de la campagne agricole 2004/2005.

Au niveau des finances publiques, le déficit du solde budgétaire, base engagement et hors dons resterait pratiquement stable à 155,9 milliards contre 161,0 milliards en 2004, en raison de la forte progression des dépenses d'investissement sur ressources intérieures.

Dans le domaine des échanges avec l'extérieur, le déficit du compte courant, hors dons se réduirait sensiblement, revenant de 346,3 milliards, représentant 16,6 % du PIB en 2004, à 190,8 milliards, soit 7,3 % du PIB.

Enfin, la situation monétaire se renforcerait, avec une augmentation des avoirs extérieurs nets (+26,4 %) et des crédits à l'économie (+3,1 %), et un repli des créances nettes sur l'Etat (-17,0 %). Le taux de couverture s'établirait à 77,9 %. Quant à la masse monétaire, elle progresserait de 13,8 %.

ANNEXES 2 : STATISTIQUES ECONOMIQUES

Tableau 12 : CEMAC : Synthèse des opérations financières de l'Etat et principaux indicateurs macroéconomiques

Agrégat	2001	2002	2003	2004	2005
RECETTES TOTALES ET DONNS (en milliards)	3706,9	3678,7	3862,0	4351,8	5001,4
RECETTES TOTALES (en milliards)	3556,1	3536,1	3671,0	4182,8	4830,0
Recettes pétrolières	1824,9	1737,6	1732,7	2238,2	2678,9
Recettes non pétrolières	1731,2	1798,6	1938,3	1944,6	2151,1
recettes fiscales	1599,7	1656,4	1781,3	1780,0	1971,8
recettes non fiscales	131,5	142,2	156,9	164,6	179,3
DONNS (en milliards)	150,8	142,5	191,0	169,0	171,4
DEPENSES TOTALES (en milliards)	3332,4	3408,2	3174,6	3525,8	3608,6
DEPENSES COURANTES	2493,2	2558,7	2351,0	2433,4	2474,5
dont salaires et traitements	778,9	838,3	887,4	916,7	948,8
intérêts de la dette publique	702,2	552,9	477,0	473,5	385,5
DEPENSES EN CAPITAL	839,2	849,5	823,5	1092,4	1134,1
sur financement interne	599,6	625,4	564,9	795,0	774,0
SOLDE PRIMAIRE (en milliards)	1165,5	904,9	1232,0	1427,9	1967,0
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE (en milliards)	463,3	352,1	755,0	954,4	1581,5
SOLDE GLOBAL, base engagements, hors dons (en milliards)	223,6	127,9	496,4	657,1	1221,5
SOLDE GLOBAL, base caisse (en milliards)	92,6	456,3	136,1	-1279,8	-669,2
STOCK DETTE publique (en milliards)	11885,9	13484,1	12704,2	11554,9	11264,7
dette extérieure	11613,4	11667,7	10960,7	9926,4	9726,2
dette intérieure	272,5	1816,4	1743,5	1628,5	1538,5
ARRIERES GESTION COURANTE (en milliards)	264,3	495,4	352,2	71,3	0,0
arriérés extérieurs	264,3	495,4	352,2	71,3	0,0
arriérés intérieurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
critères de convergence					
solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal (en %)	2,9	2,1	4,3	4,9	7,2
taux d'inflation annuel moyen (en %)	4,4	3,0	1,3	0,4	2,1
taux d'endettement public en % du PIB	75,6	81,4	73,0	59,0	51,0
accumulation arriérés gestion courante (en milliards)					
Indicateurs					
taux de couverture extérieure de la monnaie (en %)	63,4	66,6	64,9	73,8	81,7
solde budgétaire primaire rapporté au PIB nominal (en %)	7,4	5,5	7,1	7,3	8,9
évolution masse salariale par rapport à évolution recettes fiscales = 1	1,1	-8,5	1,7	0,2	0,2
Solde extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-7,5	-13,8	-12,1	-7,3	-1,1
taux de pression fiscale (en %)	21,8	20,5	20,2	20,5	21,1
Solde global, base engagements, hors dons sur PIB (en %)	1,4	0,8	2,9	3,4	5,5
solde global, base caisse sur PIB (en %)	0,6	2,8	0,8	-6,5	-3,0
COMPTES NATIONAUX					
PIB nominal (en milliards)	15717,1	16573,5	17394,3	19578,3	22072,9
PIB nominal hors pétrole (en milliards)	11721,3	12488,7	13016,1	13627,4	14538,8
PIB en volume (au prix de l'année de base 1992)	10902,8	11362,1	11843,4	12661,9	13268,1
taux de croissance du PIB en volume (en %)	5,6	4,2	4,2	6,9	4,8

Tableau 13 : CAMEROUN : Synthèse des opérations financières de l'Etat et principaux indicateurs macroéconomiques

Agrégats	2001	2002	2003	2004	2005
RECETTES TOTALES ET DONNS (en milliards)	1304,4	1364,6	1406,1	1294,6	1455,9
RECETTES TOTALES (en milliards)	1251,5	1343,2	1363,3	1285,7	1441,9
Recettes pétrolières	337,4	368,9	324,1	337,7	353,4
Recettes non pétrolières	914,1	974,3	1039,2	948,0	1088,4
recettes fiscales	855,5	902,4	948,5	882,8	1008,2
recettes non fiscales	58,6	71,9	90,7	65,2	80,2
DONNS (en milliards)	52,9	21,4	42,8	8,9	14,0
DEPENSES TOTALES (en milliards)	1179,7	1094,6	1095,8	1140,0	1270,6
DEPENSES COURANTES	943,4	941,3	930,5	955,7	983,6
salaires et traitements	350,3	389,9	420,0	442,5	463,0
intérêts de la dette publique	206,1	196,9	195,5	158,9	134,3
DEPENSES EN CAPITAL	236,3	153,3	165,3	184,3	287,0
sur financement interne	112,7	98,2	114,3	109,5	170,0
SOLDE PRIMAIRE (en milliards)	376,4	473,8	503,6	364,2	372,6
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE (en milliards)	170,3	276,9	308,1	205,3	238,3
SOLDE GLOBAL, base engagements, hors dons (en milliards)	71,8	248,6	267,5	145,7	171,3
SOLDE GLOBAL, base caisse (en milliards)	-43,3	215,9	-190,7	154,7	148,2
STOCK DETTE publique (en milliards)	4390,5	5300,5	4598,0	4434,6	4220,0
dette extérieure	4390,5	4218,4	3545,9	3412,5	3227,9
dette intérieure		1082,1	1052,1	1022,1	992,1
ARRIÈRES GESTION COURANTE (en milliards)	0,0	0,0	12,2	12,7	0,0
arriérés extérieurs	0,0	0,0	12,2	12,7	0,0
arriérés intérieurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
critères de convergence					
solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal (en %)	2,4	3,7	3,8	2,4	2,7
taux d'inflation annuel moyen (en %)	4,5	2,8	0,6	0,4	1,0
taux d'endettement public en % du PIB	61,9	70,0	57,3	52,8	47,7
accumulation arriérés gestion courante (en milliards)	0,0	0,0	12,2	12,7	0,0
Indicateurs					
taux de couverture extérieure de la monnaie (en %)	38,2	49,0	46,4	51,9	56,4
solde budgétaire primaire rapporté au PIB nominal (en %)	5,3	6,3	6,3	4,3	4,2
évolution masse salariale par rapport à évolution recettes fiscales = 1	2,0	1,7	75,5	-1,3	0,4
Solde extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-6,5	-6,6	-6,9	-6,5	-6,3
taux de pression fiscale (en %)	16,8	16,8	15,9	14,5	15,4
solde global, base engagements, hors dons sur PIB (en %)	1,0	3,3	3,3	1,7	1,9
solde global, base caisse sur PIB (en %)	-0,6	2,9	-2,4	1,8	1,7
COMPTES NATIONAUX					
PIB nominal (en milliards)	7095,0	7570,3	8024,1	8397,9	8849,4
PIB nominal hors pétrole (en milliards)	6711,8	7233,8	7643,6	7982,1	8453,4
PIB en volume (au prix de l'année de base de 1992/93)	6841,2	7137,4	7444,2	7760,5	8063,8
taux de croissance du PIB en volume (en %)	4,3	4,3	4,3	4,2	3,9

Tableau 14 : CENTRAFRIQUE : Synthèse des opérations financières de l'Etat et principaux indicateurs macroéconomiques

Agrégats	2001	2002	2003	2004	2005
RECETTES TOTALES ET DONNS (en milliards)	87,4	101,8	64,2	73,5	79,8
RECETTES TOTALES (en milliards)	63,2	78,5	54,2	56,6	64,5
Recettes pétrolières	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0
Recettes non pétrolières	63,2	78,5	54,2	56,6	63,5
recettes fiscales	50,9	64,9	47,9	47,7	53,0
recettes non fiscales	12,3	13,6	6,3	8,8	10,5
DONNS (en milliards)	24,3	23,3	10,0	16,9	15,3
DEPENSES TOTALES (en milliards)	92,0	104,4	85,9	66,6	85,4
DEPENSES COURANTES	59,3	69,1	66,4	56,2	66,4
salaires et traitements	29,2	32,5	34,5	33,1	33,5
intérêts de la dette publique	8,3	8,9	8,2	8,0	8,6
DEPENSES EN CAPITAL	32,8	35,3	19,5	10,4	19,0
Sur financement interne	9,7	12,9	10,5	5,3	8,0
SOLDE PRIMAIRE (en milliards)	2,5	5,4	-14,5	3,1	-2,3
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE (en milliards)	-5,8	-3,5	-22,7	-4,9	-10,9
SOLDE GLOBAL, base engagements, hors dons (en milliards)	-28,9	-25,9	-31,7	-10,0	-21,9
SOLDE GLOBAL, base caisse (en milliards)	-27,9	4,3	-3,9	5,8	-199,0
STOCK DETTE publique milliards)	429,9	552,8	548,4	538,4	734,0
dette extérieure	429,9	411,1	401,7	386,7	577,3
dette intérieure		141,7	146,7	151,7	156,7
ARRIÈRES GESTION COURANTE (en milliards)	16,7	26,4	23,3	21,8	0,0
arriérés extérieurs	16,7	26,4	23,3	21,8	0,0
arriérés intérieurs					
Critères de convergence					
Solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal (en %)	-0,8	-0,5	-3,3	-0,7	-1,4
taux d'inflation annuel moyen (en %)	3,8	2,3	4,2	2,1	2,7
taux d'endettement public en % du PIB	59,6	76,4	79,4	75,8	97,3
accumulation arriérés gestion courante (en milliards)	16,7	26,4	23,3	21,8	0,0
Indicateurs					
taux de couverture extérieure de la monnaie (en %)	98,3	98,0	95,8	85,6	92,4
solde budgétaire primaire rapporté au PIB nominal (en %)	0,3	0,8	-2,1	0,4	-0,3
évolution masse salariale par rapport à évolution recettes fiscales = 1	-3,6	0,4	-0,2	15,9	0,1
Solde extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-2,0	-1,6	-2,3	-4,0	-3,6
taux de pression fiscale (en %)	7,0	9,0	6,9	6,7	7,2
solde global, base engagements, hors dons sur PIB (en %)	-4,0	-3,6	-4,6	-1,4	-2,9
solde global, base caisse sur PIB (en %)	-3,9	0,6	-0,6	0,8	-26,4
COMPTES NATIONAUX					
PIB nominal (en milliards)	721,9	723,8	690,3	710,3	754,1
PIB nominal hors pétrole (en milliards)	721,9	723,8	690,3	710,3	754,1
PIB en volume (au prix de l'année de base de 1985)	451,3	446,4	412,1	418,4	432,7
taux de croissance du PIB en volume (en %)	0,5	-1,1	-7,7	1,5	3,4

Tableau 15 : CONGO : Synthèse des opérations financières de l'Etat et principaux indicateurs macroéconomiques

Agrégats	2001	2002	2003	2004	2005
RECETTES TOTALES ET DONDS (en milliards)	631,8	575,3	613,5	746,0	906,6
RECETTES TOTALES (en milliards)	628,1	571,7	603,6	738,0	882,7
Recettes pétrolières	430,8	397,5	421,6	530,4	661,2
Recettes non pétrolières	197,3	174,2	182,0	207,6	221,5
recettes fiscales	185,8	168,2	177,3	200,1	213,5
recettes non fiscales	11,5	6,0	4,7	7,6	8,0
DONS (en milliards)	3,7	3,7	9,9	7,9	23,9
DEPENSES TOTALES (en milliards)	647,9	746,5	606,1	650,6	657,4
DEPENSES COURANTES	442,5	563,1	470,5	497,2	476,9
salaires et traitements	118,1	120,4	120,2	122,9	130,0
intérêts de la dette publique	153,9	176,7	117,8	142,7	96,5
DEPENSES EN CAPITAL	205,4	183,4	135,6	153,4	180,5
sur financement interne	200,4	158,1	111,0	121,1	121,6
SOLDE PRIMAIRE (en milliards)	139,2	25,6	139,1	262,4	380,7
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE (en milliards)	-14,8	-151,2	21,3	119,8	284,2
SOLDE GLOBAL, base engagements, hors dons (en milliards)	-19,8	-174,8	-2,5	87,4	225,3
SOLDE GLOBAL, base caisse (en milliards)	-125,8	24,6	122,3	-1487,7	-1219,8
STOCK DETTE Publique (en milliards)	4270,5	4433,6	4416,4	3627,3	3458,6
dette extérieure	3998,0	4181,1	4198,9	3409,8	3251,1
dette intérieure		272,5	252,5	217,5	207,5
ARRIERES GESTION COURANTE (en milliards)	178,1	211,3	171,2	33,1	0,0
arriérés extérieurs	178,1	211,3	171,2	33,1	0,0
arriérés intérieurs					
critères de convergence					
solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal (en %)	-0,7	-7,2	1,0	5,2	10,4
taux d'inflation annuel moyen (en %)	0,4	3,8	-1,3	1,4	2,3
taux d'endettement public en % du PIB	208,5	210,8	213,5	157,4	126,3
accumulation arriérés gestion courante (en milliards)					
Indicateurs					
taux de couverture extérieure de la monnaie (en %)	32,2	19,6	16,4	29,3	48,0
solde budgétaire primaire rapporté au PIB nominal (en %)	6,8	1,2	6,7	11,4	13,9
évolution masse salariale par rapport à évolution recettes fiscales = 1		-0,2	0,0	0,1	0,3
Solde extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-1,6	11,5	17,1	11,6	16,4
taux de pression fiscale (en %)	30,1	26,9	28,9	31,7	31,9
solde global, base engagements, hors dons sur PIB (en %)	-1,0	-8,3	-0,1	3,8	8,2
solde global, base caisse sur PIB (en %)	-6,1	1,2	5,9	-64,5	-44,5
COMPTES NATIONAUX					
PIB nominal (en milliards)	2048,3	2103,0	2069,0	2305,1	2738,8
PIB nominal hors pétrole (en milliards)	889,7	976,6	1034,5	1110,4	1201,3
PIB en volume (au prix de l'année de base de 1990)	911,2	953,0	960,4	998,5	1086,3
taux de croissance du PIB en volume (en %)	3,8	4,6	0,8	4,0	8,8

Tableau 16 : GABON : Synthèse des opérations financières de l'Etat et principaux indicateurs macroéconomiques

Agrégats	2001	2002	2003	2004	2005
RECETTES TOTALES ET DONS (en milliards)	1173,6	1020,1	1050,3	1113,6	1185,7
RECETTES TOTALES (en milliards)	1173,6	1018,2	1049,1	1111,5	1180,7
Recettes pétrolières	752,9	608,7	570,2	600,0	655,5
Recettes non pétrolières	420,7	409,5	478,9	511,5	525,2
recettes fiscales	397,6	383,0	451,0	471,9	501,5
recettes non fiscales	23,1	26,5	27,9	39,6	23,8
DONS (en milliards)	0,0	1,9	1,2	2,1	5,0
DEPENSES TOTALES (en milliards)	1038,7	948,9	799,7	826,6	817,6
DEPENSES COURANTES	875,1	745,7	661,7	666,6	652,6
salaires et traitements	219,6	220,6	229,0	226,3	225,0
intérêts de la dette publique	318,4	153,0	145,0	150,3	129,5
DEPENSES EN CAPITAL	163,6	203,2	138,0	160,0	165,0
sur financement interne	116,4	116,7	122,6	131,6	121,2
SOLDE PRIMAIRE (en milliards)	462,6	241,3	409,8	453,0	524,6
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE (en milliards)	144,2	88,3	264,8	302,7	395,1
SOLDE GLOBAL, base ordonnancements, hors dons (en milliards)	134,9	69,3	249,4	284,9	363,1
SOLDE GLOBAL, base caisse (en milliards)	223,7	206,7	244,1	-127,7	307,6
STOCK DETTE publique (en milliards)	2136,6	2410,1	2239,7	2058,6	1910,1
dette extérieure	2136,6	2130,9	2000,4	1859,3	1750,8
dette intérieure		279,2	239,3	199,3	159,3
ARRIÈRES GESTION COURANTE (en milliards)	61,3	246,9	143,7	0,0	0,0
arriérés extérieurs	61,3	246,9	143,7	0,0	0,0
arriérés intérieurs					
critères de convergence					
solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal (en %)	4,3	2,6	7,7	8,1	9,5
taux d'inflation annuel moyen (en %)	2,1	0,2	2,3	0,4	2,0
taux d'endettement public en % du PIB	63,5	72,0	64,9	55,2	45,7
accumulation arriérés gestion courante (en milliards)	61,3	246,9	143,7	0,0	0,0
Indicateurs					
taux de couverture extérieure de la monnaie (en %)	17,0	37,7	44,0	61,8	78,4
solde budgétaire primaire rapporté au PIB nominal (en %)	13,8	7,2	11,9	12,1	12,6
évolution masse salariale par rapport à évolution recettes fiscales = 1	-0,4	0,0	1,3	-0,2	-0,1
Solde extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	10,7	5,4	6,6	8,3	12,3
taux de pression fiscale (en %)	34,2	29,6	29,6	28,7	27,7
solde global, base ordonnancements, hors dons sur PIB (en %)	4,0	2,1	7,2	7,6	8,7
solde global, base caisse sur PIB (en %)	6,7	6,2	7,1	-3,4	7,4
COMPTES NATIONAUX					
PIB nominal (en milliards)	3363,7	3345,7	3448,5	3729,0	4176,8
PIB nominal hors pétrole (en milliards)	1959,0	1960,1	1996,5	2057,4	2162,6
PIB en volume (au prix de l'année de base de 1989)	1641,4	1636,2	1671,5	1694,5	1729,0
taux de croissance du PIB en volume (en %)	2,0	-0,3	2,2	1,4	2,0

Tableau 17 : GUINEE EQUATORIALE : Synthèse des opérations financières de l'Etat et principaux indicateurs macroéconomiques

Agrégats	2001	2002	2003	2004	2005
RECETTES TOTALES ET DONNS (en milliards)	352,7	414,6	471,2	773,5	941,9
RECETTES TOTALES (en milliards)	348,0	414,6	471,2	773,5	941,9
Recettes pétrolières	303,8	362,5	409,7	700,3	862,9
Recettes non pétrolières	44,2	52,0	61,5	73,2	79,0
recettes fiscales	31,3	39,4	45,4	58,2	57,5
recettes non fiscales	12,9	12,7	16,0	15,0	21,5
DONNS (en milliards)	4,7	0,0	0,0	0,0	0,0
DEPENSES TOTALES (en milliards)	155,9	227,2	257,9	484,5	311,5
DEPENSES COURANTES	61,9	100,6	88,2	121,5	110,7
salaires et traitements	17,4	26,0	27,5	30,9	30,4
intérêts de la dette publique	5,2	3,9	3,1	2,1	1,6
DEPENSES EN CAPITAL	94,0	126,6	169,7	363,0	200,8
sur financement interne	89,3	126,6	169,5	362,3	200,1
SOLDE PRIMAIRE (en milliards)	291,3	317,9	386,1	654,1	832,8
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE (en milliards)	196,8	187,3	213,5	289,8	631,1
SOLDE GLOBAL, base engagements, hors dons (en milliards)	192,1	187,3	213,3	289,0	630,4
SOLDE GLOBAL, base caisse (en milliards)	176,5	185,7	161,7	275,5	609,2
STOCK DETTE publique (en milliards)	93,4	88,2	107,8	103,2	96,7
dette extérieure	93,4	88,2	107,8	103,2	96,7
dette intérieure					
ARRIERES GESTION COURANTE (en milliards)	5,2	4,5	0,0	0,0	0,0
arriérés extérieurs	5,2	4,5	0,0	0,0	0,0
arriérés intérieurs					
critères de convergence					
solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal (en %)	15,8	12,9	13,0	11,9	20,7
taux d'inflation annuel moyen (en %)	8,8	7,6	7,3	4,2	4,0
taux d'endettement public en % du PIB	7,5	6,1	6,6	4,2	3,2
accumulation arriérés gestion courante (en milliards)	5,2	4,5	0,0	0,0	0,0
Indicateurs					
taux de couverture extérieure de la monnaie (en %)	96,7	99,1	100,0	100,2	99,6
solde budgétaire primaire rapporté au PIB nominal (en %)	23,4	21,9	23,5	26,8	27,4
évolution masse salariale par rapport à évolution recettes fiscales = 1	0,2	2,5	0,4	0,2	-0,1
Solde extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-49,0	-13,5	-41,2	-24,6	-8,3
taux de pression fiscale (en %)	27,0	27,7	27,7	31,1	30,2
solde global, base engagements, hors dons sur PIB (en %)	15,5	12,9	13,0	11,8	20,7
solde global, base caisse sur PIB (en %)	14,2	12,8	9,9	11,3	20,0
COMPTES NATIONAUX					
PIB nominal (en milliards)	1242,5	1452,4	1641,9	2439,4	3042,7
PIB nominal hors pétrole (en milliards)	158,1	178,4	205,9	226,1	233,8
PIB en volume (au prix de l'année de base de 1985)	409,3	491,8	558,7	726,7	772,5
taux de croissance du PIB en volume (en %)	68,3	20,2	13,6	30,1	6,3

Tableau 18 : TCHAD : Synthèse des opérations financières de l'Etat et principaux indicateurs macroéconomiques

Agrégats	2001	2002	2003	2004	2005
RECETTES TOTALES ET DONS (en milliards)	156,9	202,3	256,6	352,7	423,5
RECETTES TOTALES (en milliards)	91,7	110,0	129,6	217,5	310,3
Recettes pétrolières	0,0	0,0	7,1	69,8	136,8
Recettes non pétrolières	91,7	110,0	122,5	147,6	173,5
recettes fiscales	78,6	98,4	111,2	119,3	138,1
recettes non fiscales	13,1	11,6	11,3	28,4	35,4
DONS (en milliards)	65,2	92,3	127,0	135,2	113,2
DEPENSES TOTALES (en milliards)	218,2	286,6	329,2	378,5	466,2
DEPENSES COURANTES	110,9	138,9	133,7	138,0	184,3
salaires et traitements	44,3	48,9	56,2	61,5	66,9
intérêts de la dette publique	10,2	13,4	7,3	9,2	14,9
DEPENSES EN CAPITAL	107,2	147,7	195,5	240,5	281,8
sur financement interne	8,2	16,9	25,8	49,6	91,3
SOLDE PRIMAIRE (en milliards)	-17,2	-32,4	-22,6	39,1	49,6
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE (en milliards)	-27,4	-45,8	-30,0	29,9	34,7
SOLDE GLOBAL, base engagements, hors dons (en milliards)	-126,5	-176,6	-199,6	-161,0	-155,9
SOLDE GLOBAL, base caisse (en milliards)	-110,6	-180,8	-197,4	-156,8	-166,3
STOCK DETTE publique (en milliards)	564,9	698,9	758,8	792,8	845,3
dette extérieure	564,9	638,0	705,9	754,9	822,4
dette intérieure		60,9	52,9	37,9	22,9
ARRIERES GESTION COURANTE (en milliards)	2,9	6,4	1,8	3,6	0,0
arriérés extérieurs	2,9	6,4	1,8	3,6	0,0
arriérés intérieurs					
critères de convergence					
solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal (en %)	-2,2	-3,3	-2,0	1,4	1,3
taux d'inflation annuel moyen (en %)	12,4	5,2	-1,8	-5,4	3,0
taux d'endettement public en % du PIB	45,3	50,7	49,9	38,0	32,5
accumulation arriérés gestion courante (en milliards)	2,9	6,4	1,8	3,6	0,0
Indicateurs					
taux de couverture extérieure de la monnaie (en %)	78,5	84,5	73,2	71,4	77,9
solde budgétaire primaire rapporté au PIB nominal (en %)	-1,4	-2,4	-1,5	1,9	1,9
évolution masse salariale par rapport à évolution recettes fiscales = 1	1,0	0,4	0,7	0,2	0,2
Solde extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-27,0	-90,7	-48,2	-13,6	-5,2
taux de pression fiscale (en %)	6,3	7,1	7,8	9,1	10,6
solde global, base engagements, hors dons sur PIB (en %)	-10,2	-12,8	-13,1	-7,7	-6,0
solde global, base caisse sur PIB (en %)	-8,9	-13,1	-13,0	-7,5	-6,4
COMPTES NATIONAUX					
PIB nominal (en milliards)	1245,7	1378,3	1520,5	2083,9	2598,5
PIB nominal hors pétrole (en milliards)	1245,7	1378,3	1356,2	1422,5	1535,0
PIB en volume (au prix de l'année de base de 1995)	578,5	614,7	706,9	949,0	1066,0
taux de croissance du PIB en volume (en %)	10,6	8,3	15,4	36,1	12,0

Tableau 19 : CEMAC : Produit Intérieur Brut (PIB) par secteur*(en milliards de Fcfa)*

Agrégats	2001	2002	2003	2004	2005
Secteur primaire	2 742,1	2 871,7	2 970,6	3 117,2	3 283,0
Agriculture, Elevage, Chasse et Pêche	2 455,8	2 595,8	2 715,4	2 845,3	3 006,4
Sylviculture	286,3	275,8	255,3	271,9	276,6
Secteur secondaire	6 419,5	6 673,8	7 069,3	8 877,9	10 752,7
Pétrole	3 995,8	4 084,8	4 378,1	5 950,9	7 534,1
Industries manufacturières	1 732,4	1 835,1	1 921,5	2 034,3	2 172,3
Bâtiments et Travaux Publics	403,2	432,6	448,0	485,4	522,1
Autres	288,1	321,2	321,6	407,2	524,2
Secteur tertiaire	5 574,7	6 016,9	6 336,4	6 522,9	6 912,5
Services marchands	4 360,9	4 690,3	4 938,8	5 109,0	5 423,0
Services non marchands	1 213,8	1 326,5	1 397,5	1 413,8	1 489,5
PIB au coût des facteurs	14 736,3	15 562,4	16 376,3	18 518,0	20 948,3
Droits et Taxes à l'importation	980,8	1 011,2	1 018,0	1 060,3	1 124,6
PIB aux prix courants du marché	15 717,1	16 573,5	17 394,3	19 578,3	22 072,9
PIB du secteur pétrolier	3 995,8	4 084,8	4 378,1	5 950,9	7 534,1
PIB du secteur non pétrolier	11 721,3	12 488,7	13 016,1	13 627,4	14 538,8
Secteur primaire	1 864,7	2 096,7	2 196,3	2 267,7	2 350,5
Agriculture, Elevage, Chasse et Pêche	1 604,5	1 878,2	1 977,7	2 022,9	2 093,0
Sylviculture	260,2	218,5	218,6	244,9	257,5
Secteur secondaire	3 022,4	3 596,2	3 745,1	4 201,1	4 454,9
Pétrole	1 167,0	1 268,1	1 369,7	1 684,0	1 824,1
Industries manufacturières	1 304,4	1 806,1	1 841,1	1 945,1	2 038,3
Bâtiments et Travaux Publics	385,3	369,6	377,0	400,2	406,2
Autres	165,6	152,4	157,3	171,8	186,3
Secteur tertiaire	3 937,5	4 666,0	4 896,2	5 139,9	5 379,9
Services marchands	2 831,2	3 512,2	3 697,9	3 907,5	4 101,3
Services non marchands	1 106,3	1 153,8	1 198,3	1 232,3	1 278,6
PIB au coût des facteurs	8 824,5	10 358,9	10 837,6	11 608,7	12 185,3
Droits et Taxes à l'importation	2 078,3	1 003,2	1 005,8	1 053,2	1 082,8
PIB aux prix constants du marché de 1992	10 902,8	11 362,1	11 843,4	12 661,9	13 268,1
PIB du secteur pétrolier	1 215,3	1 268,1	1 369,7	1 684,0	1 824,1
PIB du secteur non pétrolier	9 687,4	10 094,0	10 473,7	10 977,9	11 444,0

Tableau 20 : CEMAC : Ressources et Emplois*(en milliards de Fcfa)*

Agrégats	2001	2002	2003	2004	2005
PRODUIT INTERIEUR BRUT	15 717,1	16 573,5	17 394,3	19 578,3	22 072,9
DEPENSES INTERIEURES BRUTES	14 915,3	16 742,5	17 202,2	17 769,0	18 104,2
Consommation	9 616,9	11 408,3	11 691,5	12 119,3	12 315,7
Publique (Etat)	1 378,7	1 514,1	1 427,0	1 492,9	1 580,9
Privé	8 238,2	9 894,2	10 264,5	10 626,4	10 734,8
Investissements bruts	5 298,5	5 334,2	5 510,7	5 649,7	5 788,5
Formation brute de capital fixe	5 198,8	5 348,1	5 437,2	5 585,5	5 749,9
Publique (Etat et Ad.publiques)	839,2	849,5	823,5	1 092,4	1 134,1
Privé (Entreprises et menages)	4 359,5	4 498,6	4 613,6	4 493,1	4 615,8
Secteur pétrolier	1 991,5	1 718,5	1 943,0	1 741,8	1 671,2
Secteur non pétrolier	2 368,0	2 780,0	2 670,7	2 751,3	2 944,6
Variations des stocks	99,7	-13,9	73,5	64,2	38,6
EXPORTATIONS NETTES	801,8	-169,0	192,1	1 809,3	3 968,7
Exportations de biens et services non facteurs	6 912,7	7 078,0	7 420,8	9 485,3	11 542,1
Biens	6 295,3	6 445,6	6 768,4	8 834,9	10 854,9
Pétrole brut	4 638,1	4 724,3	4 962,1	6 906,8	8 711,1
Autres	1 657,3	1 721,3	1 806,2	1 928,0	2 143,8
Services non facteurs	617,3	632,4	652,4	650,5	687,2
Importations de biens et services non facteurs	-6 110,9	-7 247,0	-7 228,7	-7 676,0	-7 573,4
Biens	-3 469,9	-4 369,6	-4 240,3	-4 461,1	-4 349,8
Services non facteurs	-2 640,9	-2 877,4	-2 988,4	-3 214,9	-3 223,5
PRODUIT INTERIEUR BRUT	10 902,8	11 362,1	11 843,4	12 661,9	13 268,1
DEPENSES INTERIEURES BRUTES	11 415,0	12 277,7	12 732,8	13 143,1	13 553,8
Consommation	8 803,2	9 747,5	9 956,1	10 306,6	10 515,3
Publique (Etat)	994,2	1 055,3	994,7	1 008,0	1 058,7
Privé	7 809,0	8 692,2	8 961,4	9 298,6	9 456,6
Investissements bruts	2 611,8	2 530,2	2 776,7	2 836,6	3 038,5
Formation brute de capital fixe	2 604,1	2 576,1	2 782,7	2 837,8	3 036,8
Publique (Etat et Ad.publiques)	449,2	441,3	423,2	524,1	558,0
Privé (Entreprises et menages)	2 154,9	2 134,8	2 359,5	2 313,7	2 478,8
Secteur pétrolier	886,7	661,3	937,0	930,4	973,0
Secteur non pétrolier	1 268,2	1 473,5	1 422,5	1 383,2	1 505,8
Variations des stocks	7,8	-45,9	-6,0	-1,2	1,8
EXPORTATIONS NETTES	-512,2	-915,6	-889,4	-481,2	-285,7
Exportations de biens et services non facteurs	2 193,2	2 302,7	2 483,7	3 003,9	3 202,0
Importations de biens et services non facteurs	-2 705,4	-3 218,3	-3 373,1	-3 485,1	-3 487,7